

## Comptes rendus

---

S.G. AGADSHANOW, *Der Staat der Seldschukiden und Mittelasien im 11.-12. Jahrhundert*, Collection «Turkmenenforschung», Band 17, Berlin, Reinhold Schletzer Verlag, 1994, 360 p.

Cet ouvrage est la traduction en allemand de l'édition originale qui parut en russe en 1991 aux éditions Nauka sous le titre : *Gosudarstvo Sel'džukidov i Srednjaja Azija v XI-XII vv.* (L'État Seldjoukide et l'Asie centrale aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles). Il est composé de quatre chapitres, qui couvrent une période allant du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle et qui concernent l'histoire du sultanat seldjoukide oriental ou ce qui précède la formation de ce dernier, l'histoire du sultanat seldjoukide de Rum n'étant pas abordée (chapitre 1 : « la fondation de l'État seldjoukide » ; chapitre 2 : « l'Empire seldjoukide au tournant du XI<sup>e</sup> siècle et dans la seconde moitié de ce siècle » ; chapitre 3 : « l'Asie centrale et le sultanat oriental seldjoukide aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles ; chapitre 4 : « la chute de l'État seldjoukide oriental »). La version allemande reste très proche de l'édition russe, bien qu'elle n'en reproduise malheureusement pas l'index. Il existe d'autres modifications mineures, comme par exemple la présentation des notes en bas de pages, alors qu'elles sont regroupées à la fin de l'ouvrage dans le texte russe conformément à un usage de l'édition soviétique d'érudition.

Chaque chapitre comporte approximativement entre 270 et 370 notes, qui renvoient dans leur majorité à l'appareil bibliographique utilisé par l'auteur. On peut se reporter à la fin du livre pour consulter la liste complète des références bibliographiques. Sergueï Grigorevitch Agadjanov indique environ 200 titres pour les sources primaires et plus de 400 titres pour les sources secondaires. Celles-ci font largement écho aux publications en persan, en français, en anglais ou en turc. Les études en russe sur l'histoire médiévale de l'Asie centrale ne nous ont pas habitués à cette ouverture sur des travaux d'origines diverses, mais il est vrai que le thème des Seldjoukides ne reflète pas les grandes tendances de la recherche en langue russe sur l'Asie centrale. En effet, les Seldjoukides sont une des rares forces, avec les Timourides (si l'on considère le facteur turcique dans l'Asie centrale médiévale et moderne), qui appartienne autant à l'histoire du Moyen-Orient musulman, Perse y compris, qu'à celle de l'Asie centrale, à propos de laquelle, pour bon nombre de questions, dominent les travaux soviétiques. Or ce n'est pas le cas pour les Seldjoukides, dont l'étude a de plus été quasi systématiquement liée en URSS à l'ethnogenèse des Tukmènes. Ceci a eu pour effet de l'ancrer au Turkménistan, dont le poids relatif comparé aux républiques voisines en matière académique et de publications était

assez réduit. On peut noter au passage que dans les sciences sociales à l'époque soviétique, le cloisonnement thématique par république était un fait établi, qui s'est renforcé depuis 1991.

L'argument du livre d'Agadjanov sur l'État seldjoukide et l'Asie centrale est multi-forme. L'auteur y aborde la question seldjoukide comme un facteur régional, propre à l'histoire centre-asiatique (Khorassan et régions au nord et à l'est de ce dernier), plus ou moins pertinent selon que sont étudiés la genèse des Oghouz ou l'établissement du sultanat seldjoukide oriental. Puis il lie cette perspective infrarégionale à la dimension supra-régionale de l'Empire seldjoukide oriental, en appuyant ses recherches sur une trentaine de sources manuscrites, dont la majorité est conservée à l'Institut d'orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS (le fameux IV. AN. SSSR.), quelques-unes se trouvant à Léningrad ou au British Museum. Les chapitres I et IV présentant l'émergence et la chute du sultanat seldjoukide sont centrés sur les processus politiques qui s'y rattachent. Les chapitres II et III analysent la structure interne de cet État, les relations agraires, l'institution de l'*iqta'*, la vie économique et commerciale.

Par cet ouvrage, Agadjanov poursuit des recherches qu'il a commencées dès 1956 et dont les résultats le placent comme un des premiers spécialistes de l'histoire des Seldjoukides et des Turkmènes dans l'ex-URSS. Dans deux livres précédents, *Očerki Istorii Oguzov i Turkmen Srednej Azii I-XIII vv.* (À propos de l'histoire des Oghouz et des Turkmènes en Asie centrale aux IX-XIII<sup>e</sup> siècles) et *Seldžukidy i Turkmenija v XI-XII vv.* (Les Seldjoukides et la Turménie aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles), parus à Achkhabad en 1969 et en 1973, Agadjanov analyse plus particulièrement la haute époque du « mouvement seldjoukide » et la genèse des confédérations tribales qui donneront son impulsion à la conquête.

Dans ce livre, Agadjanov s'intéresse particulièrement à la question des relations entre Seldjoukides et Ghaznévides. On peut regretter qu'il ne donne pas autant d'attention, d'une part aux relations entre les Seldjoukides et les Karakhanides après la bataille de Dandanakan (1040), période qui voit la Transoxiane à l'abri de la menace ghaznévide, et d'autre part à la question de l'influence seldjoukide en Transoxiane et dans l'ensemble des régions de l'Asie centrale turco-musulmane. En incluant plus largement dans son analyse des « Seldjoukides et l'Asie centrale » la question de la recomposition des forces de l'aire centre-asiatique après Dandanakan ou celles des mutations culturelles et ethno-culturelles, l'auteur aurait ouvert une perspective comparatiste qui aurait pu contribuer à mieux encore singulariser le sultanat seldjoukide oriental parmi les grandes constructions étatiques de l'époque.

Vincent FOURNIAU

WOLFGANG MÜLLER-WIENER, *Die Häfen von Byzantion Konstantinopolis Istanbul*, Éditions de l'Institut Archéologique Allemand d'Istanbul, Tübingen-Berlin, Ernst Wasmuth, 1994, 156 p. + 60 pl.

Wolfgang Müller-Wiener (1923-1991), qui fut le directeur de l'Institut Archéologique Allemand d'Istanbul de 1976 à 1988, laissa une œuvre abondante aussi bien dans le domaine de l'archéologie classique et médiévale que dans celui de l'histoire urbaine d'Istanbul, dont son monumental *Bildlexikon*. L'ouvrage posthume que vient d'éditer

l'I.A.A. complète très utilement le corpus de l'auteur consacré à la capitale byzantine et ottomane.

L'ouvrage, de grand format (31,5 × 23,5 cm), abondamment illustré, utilise une très grande variété de sources écrites et iconographiques pour tracer l'histoire et la topographie des ports et des échelles d'Istanbul depuis les origines jusqu'à la fin de la période ottomane.

Après une introduction et un court chapitre sur les ports de Byzance, quatre chapitres traitent, dans l'ordre chronologique, la période byzantine, la haute époque ottomane, les premières tentatives de modernisation de la flotte et des arsenaux allant du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à la guerre de Crimée (1853), et la modernisation effective jusqu'à la fin de l'Empire.

Pour la période byzantine les sources conduisent à un développement plus conséquent des informations sur les colonies latines à Constantinople et Péra que sur l'activité byzantine proprement dite. De même, malgré l'effort constant de l'auteur pour visualiser ses données par une cartographie aussi originale que précise, ce chapitre se contente d'un plan général indiquant la localisation des ports.

C'est donc avec la période ottomane que le sujet prend toute sa dimension, englobant des informations aussi bien sur l'administration navale, que sur l'économie maritime ou la fabrication et le type des navires. Si toutefois les sources occidentales, et notamment les ouvrages de l'époque, sont très largement mobilisées à cet effet, il n'est pas fait usage des sources ottomanes. Le rôle des Occidentaux dans la modernisation de la marine ottomane entraîne, dans les deux chapitres suivants, une mobilisation plus importante de sources peu connues ou inédites et par conséquent une originalité toujours croissante du texte, sans oublier de signaler des documents cartographiques, aussi originaux que précieux, comme la reconstitution du premier arsenal ottoman à Kontoskalion/Kumkapı vers 1500 ou l'évolution de l'arsenal de Kasımpaşa de la fin du XVI<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Un développement très important est également consacré à la construction des quais de Galata et de Haydarpaşa au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Un dernier chapitre, en guise de synthèse, est consacré à la topographie portuaire stambouliote. Nous y trouvons une nomenclature détaillée, aussi bien cartographique que décrite, des échelles de la ville, à travers leur spécialisation dans des produits et des fonctions précises. L'ensemble est complété par quelque 120 dessins, gravures et photographies en noir et blanc hors-texte, qui tracent, depuis le plan de Cristoforo Buondelmonti, antérieur à la conquête turque, jusqu'aux clichés du début du siècle, l'évolution de la façade maritime de la ville et de ses environs (Bosphore, îles). L'ensemble constitue un précieux ouvrage lequel, grâce à la méticulosité bien connue de l'auteur, devient un complément fort utile au *Bildlexikon*.

Stéphane YERASIMOS

C. HEYWOOD et C. IMBER éds, *Studies in Ottoman History in honour of Professor V.L. Ménage*, Istanbul, The Isis Press, 1994, 397 p.

Les Mélanges portent sur la haute époque ottomane ou ses antécédents immédiats (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles). Un article de A. Luttrell retrace la vie de Jean de Sultaniyah, un ecclésiastique non seulement influent dans l'Empire de Tamerlan, mais d'envergure mondiale.

L'article fondamental de N. Beldiceanu et I. Beldiceanu-Steinherr établit que la chronologie des sources narratives et des registres ottomans repose concurremment sur deux ères, l'une faisant commencer l'Hégire au 15 juillet 622, l'autre au 16 juillet. L'utilisation concomitante des deux ères dans une même source narrative peut conduire à l'hypothèse que l'auteur s'est servi de plusieurs sources, chacune ayant sa propre base de datation.

La transition byzantino-ottomane donne matière à plusieurs articles. Deux auteurs utilisent des sources byzantines : S.W. Reinert examine deux lettres envoyées par Kydonès à Manuel II Paléologue. Dans un contexte de guerre civile à Byzance, Cantacuzène employa des mercenaires turcs (N. Oikonomides). E.A. Zachariadou montre que les monastères de l'Athos devinrent au quinzième siècle des lieux de refuge pour un riche aristocrate comme le Serbe Radic.

La conquête ottomane ne fut pas systématique et destructive. M. Kiel s'efforce d'identifier et de localiser les villes et châteaux mentionnés par la chronique de Neşri, qui est la meilleure source sur la chute de la Bulgarie médiévale. En mettant à contribution une documentation extrêmement diverse, M. Kiel montre qu'il faut relativiser l'impact destructeur de la guerre de 1388-9, et ne sous-estimer ni les ravages de la campagne de Varna de 1444, ni les destructions des Russes en 1810. N. Vatin montre comment Samos, où les Ottomans s'installèrent en 1479, fut bientôt évacuée : dès lors qu'il y avait une espèce d'entente avec les Chevaliers de Rhodes, Samos, repaire de corsaires, ne menaçait plus les Ottomans. C'est la valeur particulière de chaque île qui déterminait son sort, non un plan systématique de conquête. L'équipée de la flotte ottomane en Méditerranée occidentale en 1543-1544 sera mieux connue après un travail d'édition de texte que prépare A. Gallotta. Celui-ci présente ici l'ouvrage qui raconte l'histoire de Barberousse de 1543 à 1546. L'auteur en est Muradi et il s'agit en fait de la *pars secunda* des *Gazavât-ı Hayreddin Paşa*. L'examen de deux registres de *vakf* donne matière à deux articles. Sans prétendre tirer des conclusions définitives, S. Yerasimos jette des bases pour une histoire urbaine d'Istanbul, à partir d'un travail sur la région de Fatih. L'importance du nombre de personnes d'origine servile mentionnées dans les *vakf*-s tend à prouver que le dessus du panier de la société musulmane de la capitale détenant des biens meubles ou immeubles se renouvelle au seizième siècle grâce à un apport extérieur non-musulman et non-turc. I.M. Kunt examine les *vakf*-s des vizirs Köprülü, qui visaient à assurer la sécurité des voyageurs et à établir la présence ottomane dans les régions frontalières : les *vakf*-s des Köprülü étaient au service de la politique de l'État.

L'histoire religieuse pré-ottomane et ottomane inspire plusieurs plumes. Sarı Saltuk, le héros du *Saltukname*, fut certainement un chef de tribu türkmen, sans doute également chef religieux. Il fut le premier colonisateur türk des Balkans. Mais il ne faut voir en lui ni un missionnaire ni un apôtre (I. Mélikoff). Ede-Bali, qui apprit en rêve selon Aşıkpaşazâde que la descendance d'Osman était appelée à régner sur le monde, était un *halîfe wafâ'î* (H. İnalçık). B. Flemming examine la thématique des prières adressées par le sultan ottoman au moment des batailles.

L'administration ottomane en Hongrie suscite de l'intérêt. G. David montre qu'il y a, dans la *vilâyet* de Hongrie après 1541, d'abord deux *sancak*-s, puis davantage. Les créations et disparitions fréquentes de *sancak*-s sont liées à la nécessité de faire stationner des forces militaires dans les régions proches de la frontière avec les Habsbourgs. Il n'y aurait pas de continuité entre les comtés pré-ottomans et les *sancak*-s ottomans. Après 1594, les Ottomans créent des *vilâyet*. Cl. Römer montre comment Arslan, le bey de Buda en 1565-1566, revendique des villages à titre de *hass*. Signalons au passage tout l'intérêt, pour la

psychologie historique, des notations de Peçevî et Selânikî sur le comportement imprévisible de cet étrange personnage, qualifié notamment de *lâübâlî* (*careless*).

J.-L. Bacqué-Grammont publie trois documents montrant la difficulté que pouvait avoir, pour les autorités ottomanes, la vérification des propos tenus par des pèlerins et réfugiés d'Asie centrale. L'accusation de meurtre portée contre un Anglais en 1691 à Alony fut suivie par l'acquiescement de l'accusé. Dans l'affaire étudiée par C. Heywood, le témoignage d'un non-musulman non-résident a pu être accepté contre un *zimmî*, ce qui n'est pas normal. M. Rogers montre la diversité et la richesse du stock d'un apothicaire d'Edirne, qui ne contenait pas, toutefois, de médecines du nouveau monde.

Venons-en à présent à deux questions que nous souhaiterions développer un peu plus : les traditions ottomanes et les mécanismes d'ascension sociale dans l'Empire. La délicate question de l'interprétation des traditions ottomanes fait l'objet de trois articles. R.P. Lindner rend justice au livre peu connu et méthodologiquement pionnier de George G. Arnakis, *Hoi Protoi Othomanoi* (Athènes, 1947). En établissant que la Bapheus de Georges Pachymères (où eut lieu la rencontre byzantino-ottomane du 27 juillet 1302) n'était pas le Koyunhisar des sources turques, Arnakis montrait qu'il fallait se débarrasser du pré-supposé selon lequel on pouvait toujours faire coïncider les faits rapportés par la tradition ottomane avec ceux relatés par l'historiographie byzantine. En revanche, l'article de C. Imber laisse penser à une certaine unité du matériel utilisé dans les diverses sources narratives centrées sur l'Empire ottoman. C. Imber distingue deux types de sources narratives sur les débuts de l'Empire ottoman. Oruç, les Chroniques Anonymes et Aşikpaşazâde forment un canon ; Spandouin Cantaessin, l'*Historia Turchesca*, Constantin Mihailovic et ibn Hajar al-'Askalani sont des récits apocryphes. À travers l'étude de personnages et d'événements apocryphes, C. Imber montre que les deux types de sources se nourrissent en fait du même matériel. Les trois premiers sultans ottomans dans ibn Hajar ont trois attributs différents : Osman est le Turcoman, Salman le gazi, Orhan le conquérant de Brousse. La source turque utilisée par ibn Hajar a séparé trois traditions relatives aux premiers sultans ; ces trois traditions convergent dans le portrait d'Osman dans les sources canoniques. Les récits apocryphes s'appuient donc sur un matériel ottoman et tout aussi authentique que le matériel des récits canoniques. C. Kafadar attire quant à lui l'attention sur le fait qu'une source tardive peut incorporer une tradition ancienne non attestée dans les premières chroniques, parce que les premiers chroniqueurs ont choisi de ne pas l'éditer. Ainsi Neşri rapporte dans son *Cihânnümâ* une tradition que ne transmettaient pas Aşikpaşazâde, Oruç, et les Chroniques anonymes : le meurtre, par Osman, de son oncle Dündar, hostile à sa politique. On ne sait si Neşri s'est appuyé sur une source orale ou sur une source écrite aujourd'hui perdue. On peut se demander au passage jusqu'à quelle période de l'histoire ottomane la transmission orale des traditions relatives aux débuts de l'Empire demeura assez vivante pour que des auteurs intègrent dans leur récit des faits dont ils avaient eu connaissance par ouï-dire.

Ne pas avoir une idée trop simpliste des critères de sélection et des modes d'ascension sociale dans l'Empire, et injecter un peu d'histoire sociale dans l'histoire des institutions ottomanes, c'est à quoi nous invitent plusieurs articles. P. Sebastian, s'appuyant sur les *Diarii* de Marino Sanuto, jette une vive lumière sur la prosopographie ottomane de 1496 à 1517. L'étude montre entre autres choses comment le déroulement des carrières s'articule avec la conjoncture : dans certains contextes de troubles, des beylerbeys peuvent se retrouver sancakbeys en province une année, et l'année suivante, vizirs à Istanbul. G. Veinstein souligne la diversité des origines des *ehl-i hiref*, les artisans du Palais. Certains

étaient d'origine libre ; d'autres, d'origine servile, ramassés ou non par le *devşirme* ; des produits du *devşirme* ont dérivé directement vers le corps des *ehl-i hiref* ; d'autres, aussi bien des *iç oğlan* que des *acemi oğlan*, au cours du cursus. Il n'y a pas de conception systématique du mode de recrutement des artisans impériaux ; cette constatation, toutefois, ne peut pas forcément être étendue aux autres agents du pouvoir. À partir de l'étude de trois pétitions adressées par des scribes, C. Fleischer montre que l'affiliation dans la catégorie des serviteurs considérée de façon générale est un élément plus significatif que l'appartenance à une catégorie professionnelle particulière. La notion de *ehl-i mansub* dépasse les clivages *askeri-re'aya*, musulman-non musulman, *seyf-ilm-kalem*. On aboutit, nous semble-t-il, à la notion de milieu. À l'extérieur de l'administration proprement dite, dans le monde de la notabilité, le parcours de Jânim al-Hamzâwî (mort en 1538) montre tout le profit que pouvait tirer, dans une période de transition historique entre les Mamelouks et les Ottomans, un petit-fils de mamelouk, neveu de Hâirberg (le gouverneur mamelouk d'Alep rallié aux Ottomans et fait gouverneur de l'Égypte par Selim). De l'article de P.M. Holt se dégage, là encore, un milieu social, un milieu qui fit preuve d'une remarquable adaptation à l'arrivée des Ottomans : comme son oncle, Jânim n'était pas un Mamelouk au sens strict, mais il occupa des postes confiés aux *arbâb al-suyûf* et non aux *arbâb al-qalam*. Les critères de sélection sociale, là aussi, étaient ouverts : les oppositions fonctionnelles entre Mamelouks-non Mamlouks, épée-plume, ne jouaient pas pleinement. Des familles devaient se dégager, sans doute plus qu'aparavant.

Une petite réserve au terme de ce panorama d'ensemble. Ni les caractères d'impresion, ni la couverture, ne sont attrayants. C'est d'autant plus regrettable que les *Studies in Ottoman History in honour of Professor V.L. Ménage* sont de très haut niveau scientifique. À partir d'une documentation souvent nouvelle, les auteurs apportent beaucoup de neuf sur des questions essentielles par l'étude de cas particuliers, et certains textes deviendront célèbres.

Benjamin LELLOUCH

İlber ORTAYLI, *Hukuk ve İdare Adamı olarak Osmanlı Devletinde Kadı*, Ankara, Turhan kitabevi, 1994, 83 p.

Vu l'ampleur des registres de qadi de l'époque ottomane, et l'intérêt qu'y prêtent de plus en plus de chercheurs, toute étude sur ces documents et sur la fonction du qadi est bienvenue. Le sujet d'étude que propose İ.O. vise à satisfaire cette demande qui est de familiariser toute personne intéressée à ce que pouvaient être les fonctions du qadi ottoman. Au premier abord on peut penser que ce livre offre une introduction simple et brève au sujet, puisqu'il s'agit d'un petit format, et qu'il constitue un genre de « que sais-je » sur la question.

Le livre d'İ.O. a le mérite d'attirer l'attention du lecteur dès les premières pages sur la complexité des rôles du qadi dans l'administration ottomane (qui sont ceux du juge, du notaire mais aussi bien celui de l'administrateur local), sur lesquels on ne pouvait jusqu'alors s'informer qu'en multipliant les lectures d'ouvrages divers. En effet les ouvrages disponibles abordent en général seulement une ou deux des prérogatives du qadi. Cet ouvrage nous donne également un aperçu sur la formation, la nomination et le temps d'exercice des qadi. À travers cette brève lecture, on peut aussi se faire une idée sur

les principaux collaborateurs du qadi et sur ses revenus. On y trouve enfin un résumé de la procédure juridique et des remarques sur les lieux d'exercice du qadi.

Il est pourtant regrettable qu'on ne puisse se reporter à la table des matières pour s'en servir, tout d'abord parce que les numéros de pages annoncés ne correspondent pas toujours aux sous-chapitres dans le texte (la question du temps de nomination des qadi n'est pas abordée à partir de la page 15 comme signalé dans la table des matières ; il faut la chercher à la page 14) ; mais aussi parce que la table des matières propose un découpage du sujet qui n'est pas suivi dans le texte, où l'on trouve finalement de tout un peu partout. Enfin on peut regretter aussi que la description des registres de qadi soit concentrée en une page et demie, trop brève pour que le lecteur non averti puisse distinguer ces derniers des livres de *saqq* qui sont les livres de référence pour les formulaires rhétoriques des qadi ottomans.

Par ailleurs les critiques qu'Î.O. fait à R. Jennings et U. Heyd, au sujet de l'impact éventuel d'autres autorités sur la pratique du qadi, restent peu convaincantes. Tout d'abord parce qu'elles ne se fondent pas sur des résultats d'enquêtes mais sur des suppositions peu étayées. Mais aussi parce que les analyses de ces deux auteurs sont bien plus nuancées que dans les citations de Î.O. (p. 18). Si U. Heyd parle de la supériorité des gouverneurs par rapport aux qadi « dans le protocole », il insiste bien par ailleurs sur le fait que ces derniers étaient libres dans leurs jugements, conformément au fait qu'ils tenaient la légitimité de l'exercice de juge directement du Sultan, auquel seul ils étaient véritablement soumis<sup>1</sup>. Quand à R. Jennings, qui dit bien que les qadi ottomans étaient nommés par la Porte et pouvaient être contrôlés et destitués par celle-ci, il ne va pas jusqu'à dire qu'ils exerçaient leurs fonctions de juge selon les ordres de la Porte ni qu'ils manquaient de « libre arbitre » dans leur profession (Î.O. p. 18)<sup>2</sup>.

Quoique intéressant pour qui se penche sur le sujet, le livre d'Î.O. est finalement loin de constituer un « que sais-je » en ce domaine, et il doit encore être lu en compagnie d'autres du même genre qui le complètent, comme l'ouvrage de Yaşar Şahin Anil, *Osmanlı'da kadılık*, Istanbul, İletişim yay., 1993. Ce dernier livre, dont l'objet était il est vrai plus limité, est écrit dans un style plus accessible, et il est plus facile d'usage puisque les informations s'y trouvent mieux hiérarchisées.

Parmi les ouvrages récents en langue turque, citons encore celui de Abdülaziz Bayındır, *İslam Muhakeme Hukuku*, Istanbul, İslami İlimler Araştırma vakfı, 1986 et *Şerriyye Sicilleri*, Istanbul, Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı, 1988, qui constituent les vrais ouvrages de référence pour ceux qui voudraient se familiariser avec les registres de qadi et la fonction de ce dernier dans l'administration ottomane.

Işık TAMDOĞAN-ABEL

<sup>1</sup> « In the provinces the cadis had to obey the orders of their beğlerbeği and sancakbeği, who according to Ottoman protocol, took precedence of them. (...) It had to be stressed that the cadis, who were appointed by Imperial berât, derived their judicial authority directly from the Sultan and not from the governor of their province or district. », (Uriel HEYD, *Studies in Old Ottoman Criminal Law*, Oxford, 1973, pp. 219-220).

<sup>2</sup> « This imperial authority could easily have overshadowed or smothered the authority and initiative of the kadi. The Porte appointed kadis and dismissed them at will (...) For some reasons, not at all clear from the texts (...) the Porte did not interfere in the judicial aspects of the kadi's office » (R. JENNINGS, « Limitations of the Judicial Powers of the Kadi in 17th c. Ottoman Kayseri », in *Studia Islamica*, L, 1979, pp. 151-152).

Doris BEHRENS-ABOUSEIF, *Egypt's Adjustment to Ottoman Rule, Institutions, Waqf and Architecture in Cairo (16th and 17th Centuries)*, Leyde, Brill, 1994, XIII + 311 p., 57 fig. + 1 carte.

En traitant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en Égypte, D.B.-A. aborde la partie la moins connue de l'histoire de cette province ottomane. Si la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> et surtout le XVIII<sup>e</sup> siècle ont fait l'objet de nombreuses études, la lente mise en place du système ottoman et l'adaptation très progressive de l'Égypte au nouveau pouvoir restent pour l'instant assez mal connues.

Bien que D.B.-A. ne l'annonce pas explicitement, l'ouvrage se compose en fait de deux parties très nettement distinctes. Dans la première moitié de l'ouvrage, des chapitres 2 à 7, elle analyse les principaux événements survenus au cours de ces deux siècles, ainsi que les institutions administratives, juridiques, religieuses et militaires mises en place progressivement par les nouveaux maîtres de l'Égypte. Cette partie est en quelque sorte une longue, trop longue introduction aux chapitres suivants (8 à 10, pp. 145 à 266) qui forment indéniablement le cœur de l'ouvrage. Ces chapitres sont consacrés aux waqfs, essentiellement ceux des pachas, et suivis par une analyse de quelques-unes des caractéristiques de l'architecture ottomane, essentiellement celle des constructions religieuses (mosquées, *zāwiya* et mausolées) mentionnées dans les documents.

Le premier chapitre de l'ouvrage propose une intéressante présentation des sources. À juste titre, D.B.-A. met l'accent sur l'intérêt et l'importance des sources en langue turque, souvent insuffisamment sollicitées par l'historiographie de l'Égypte ottomane. Les six chapitres suivants, portant sur les événements et les institutions, apportent peu d'éléments vraiment nouveaux sur ces deux siècles d'histoire. Cependant D.B.-A. a parfaitement raison d'en distinguer deux grandes périodes. La première, traitée dans le chapitre 2 et qui va de l'entrée de Selim en Égypte à la répression des révoltes des *sipāhi-s* par Muḥammad pacha Qūl Qīrān en 1609, voit l'instauration par à-coups successifs du nouveau système ottoman. L'Égypte, reléguée au rang de simple province, s'adapte peu à peu au nouveau pouvoir. La période suivante, curieusement, n'est abordée qu'à travers l'analyse de l'aristocratie militaire au chapitre 6. Commencant en 1611, elle est marquée par l'ascension des beys, puis par la domination des deux *odjaq-s* des Janissaires et des 'Azab-s. L'Égypte dispose alors d'un système tout à fait original qui la distingue de toutes les autres provinces ottomanes. Ses institutions procèdent à la fois d'une réadaptation d'héritages mamelouks et d'une réévaluation des normes ottomanes. C'est ce que montre D.B.-A. dans les chapitres 4 à 6 où elle se livre à une analyse des diverses institutions. La synthèse sur le nouveau système juridique mis en place par les Ottomans (ch. 4) est fort intéressante. Cependant si l'auteur souligne à juste titre qu'il s'agit là d'une base fondamentale du système ottoman, la modification des modes de perception fiscale aurait mérité d'être traitée de façon plus exhaustive. En effet, l'abandon de l'*iqṭā'* au profit principalement de l'*amāna*, puis ultérieurement de l'*iltizām*, constitue un fait tout aussi marquant et une rupture tout aussi radicale par rapport à la période précédente...

Par ailleurs D.B.-A. n'a pas toujours su dégager avec suffisamment de clarté les grandes lignes de l'évolution politique et sociale de l'Égypte. Ainsi, c'est tout un ensemble de facteurs se manifestant sur les plans politique (affaiblissement du pouvoir central, de celui des pachas et des *odjaq-s...*), économique (difficultés financières, prise de contrôle de l'*iltizām* par les beys...), social (développement des *bayt-s* mamelouks) et



présents ailleurs dans l'Empire qui expliquent l'ascension politique des beys depuis la fin du XVI<sup>e</sup> jusqu'au milieu du siècle suivant. De même, la brutale reprise en main de l'Empire par les Köprülü à partir de 1659 éclaire la mise au pas des beys en Égypte, ce qui va permettre au pacha d'avoir à nouveau « le dernier mot » sur la scène politique locale (p. 128).

La seconde partie traite des waqfs et de l'architecture. Dans le chapitre 8, D.B.-A. examine la politique des Ottomans face aux waqfs. Si la nécessité de légitimer leur pouvoir pousse les nouveaux dirigeants au respect de cette institution fondamentale, la nécessité d'affirmer leur pouvoir les amène à « ottomaniser les waqfs mamelouks » par le biais d'une politique subtile à la fois de maintien, de transfert ou d'enrichissement des fondations, et de modification des règles de gestion (p. 157). D.B.-A. distingue deux types de fondations, celles des pachas et celles des émirs et personnages ottomans de haut rang. Ce second type se caractérise par des investissements réalisés principalement à proximité des résidences des fondateurs, c'est pourquoi elle les appelle « *neighborhood waqfs* ». Les fondations des pachas par contre servaient surtout de support à la politique impériale. L'importante fondation de Sulaymān pacha (1525-35 et 1537-38) en est un exemple particulièrement révélateur. Elle devait tout à la fois : assurer la légitimité politique et religieuse du nouveau pouvoir ottoman à travers le patronage de saints locaux et l'attention portée au pèlerinage de même qu'aux villes saintes d'Arabie ; fournir des ressources matérielles et un encadrement éducatif et culturel aux Janissaires, alors le principal appui du pouvoir en Égypte ; contribuer à l'intégration économique de la province dans l'Empire par le développement des ports, en particulier Bulaq.

Les waqfs de quartier étaient l'œuvre d'émirs ou d'importantes personnalités ottomanes résidant au Caire, notamment les aghas du harem impérial. Une liste des bâtiments édifiés dans le cadre de fondations pieuses, donnée en annexe, montre qu'ils se développèrent surtout au XVII<sup>e</sup> siècle. Rien d'étonnant, cela correspond alors à la montée en puissance des beys et à l'autonomie croissante de la province par rapport à La Porte et au déclin de celle des pachas. Une cartographie plus détaillée que celle proposée aurait probablement permis une analyse plus poussée des objectifs poursuivis par cette élite.

Enfin dans le chapitre 10, l'auteur avance quelques réflexions générales sur l'évolution de l'architecture religieuse (mosquées, madrasas et mausolées) durant les deux premiers siècles de présence ottomane au Caire.

Cet ouvrage, utile mais souvent un peu rapide, s'achève sur une solide bibliographie et une cinquantaine de photos d'excellente qualité représentant quelques-uns des bâtiments évoqués dans l'étude.

Michel TUCHSCHERER

*Sultan Osman (1623) & Bedroge Bedriegers (1646): Turkse tragedies van Kemp en Knoes*, C.G. BROUWER ed., Amsterdam, De Fluyte Rarob, 1994, 298 p.

This first volume of the series of Dutch "Oriental Tragedies" from the 17th and 18th centuries edited by C.G. Brouwer is actually the third, vols. 2 and 3 having appeared in 1992 and 1993. Two more volumes are promised which will offer a number of studies by the editor on the texts and their background. The two plays contained in the volume under

review, by Abraham Kemp and the almost completely obscure Kroes (no Christian name given), deal with two important and, indeed, dramatic episodes from Ottoman history.

Kemp took his material from very recent events: the play was first performed exactly one year after the murder of Sultan Osman II, which took place on 20 May 1622. Kroes went further back, for he based his tragedy on the fraternal strife between the sons of Süleyman I, which resulted in the death of Süleyman's son Mustafa, who was strangled in 1553 on his father's orders, after some intrigues instigated largely by Süleyman's concubine Hürrem ("Rose" in the play) in a determined attempt to further the careers of her own sons. One of these, Selim, eventually succeeded his father.

Whatever the plays' literary qualities may be, they are of undoubted interest for the study of "orientalism". They show the interpretations of Dutch writers, at a time of the Netherlands' greatest power, of weighty events taking place in another great power. The contacts between the Dutch and the Ottomans were manifold: political, economic, technological and cultural; communications between the two powers were intensive and fast, as appears from the many surviving ambassadors' letters and pamphlets. The murder of Sultan Osman in 1622, after a rebellion of the army, made an impression in Holland; an anonymous pamphlet entitled *Waerachtig Verhael, Van die notabele gheschiedenissen onlangs tot Constantinopel ghebeurt* ("True story of the notable events that recently occurred in Constantinople", preserved in The Hague, Koninklijke Bibliotheek, Knuttel no. 3324a) appears to derive partly from letters by Cornelis Haga sent from Istanbul to the Dutch States-General between 1617 and 1622; a crucial letter was actually written on the very day of Osman's execution. It is likely that Kemp used this "True Story", together with another Dutch version of the course of events, a moralistic prose tale entitled *De droevighe Doodt van Sultan Osman Keyser van Turckyen* ("The Sad Death of Sultan Osman, Emperor of Turkey") which must have circulated already in 1622. As a result Kemp is well-informed about the facts and his version is remarkably accurate, even though, naturally, he introduces some events and characters of his own invention for added dramatic interest and for a subplot.

Why should a western European playwright turn to a foreign empire for his plot? Whatever Kemp's motives, it was not in order to depict real or potential rivals, un-Christian "orientals", as cruel, bloodthirsty and generally inferior; for his characters are just as noble or ignoble as in any tragedy. In fact, the only non-oriental character, the (fictional) jealous Celia, turns out to come from Holland (line 924), and she is decidedly wicked. The topical event of 1622 gave Kemp the opportunity to write a play with a moral, conveniently printed on the original title-page: "better to be loved than feared". In showing the inescapable fate of a ruler who misguidedly depended on being feared rather than loved, one could give additional justification for the Dutch revolt against the Spanish king (begun in the 1560s and finally resolved only in 1648), as Brouwer points out briefly in his Afterword (p. 282). One wonders, however, if even more topical events are being alluded to: was it a warning directed at the rather high-handed behaviour of the Stadtholder, Prince Maurice of Orange? His praises ("That second Hannibal, that thunderbolt in battle", line 1882) are sung briefly and perfunctorily in the play by Mustafa, the Sultan whose reign was interrupted by Osman's. Nobody denied the martial qualities of Maurice; but his internal politics gave him bitter and prominent opponents, some of whom lost their lives as a consequence.

The second play, *De bedroge bedriegers* ("The deceived deceivers") by Kroes, evokes the same question, and in addition another one: why did he rewrite history? For unlike

Kemp he drastically changed the facts—which cannot have been unknown to him—by letting the plotters fail and Mustafa survive, and by generally presenting the conflict in terms of black and white, evil vs. good, instead of the interesting mixture offered by the historical actors, Süleyman and his sons. Here, too, one is tempted to look for topical explanations: Stadtholder Frederick Henry was old (he died one year after the play was printed) and his successor, young Prince William, was by no means universally popular in the Netherlands. Perhaps such paths will be explored by Brouwer in the final volumes; he is, after all, well qualified to do so, being at home both in 17th-century Dutch sources and oriental sources.

This volume in the series *De Oostersche Schouburgh*, like its two predecessors, is neatly produced and suprisingly low-priced. To Osmanists with a command of Dutch it would be worthwhile to read these texts that, for once, are not primarily sources for the history of the Ottomans, but texts for which Ottoman history was itself the main source and inspiration.

Geert Jan VAN GELDER

Donald QUATAERT éd., *Manufacturing in the Ottoman Empire and Turkey, 1500-1950*, New York, State University of New York Press, 1994, 175 p.

Cet ouvrage est le fruit d'une rencontre tenue à Binghamton en 1990 réunissant spécialistes d'histoire économique américaine et européenne, et spécialistes d'histoire ottomane. Les communications qui y furent présentées par ces derniers, augmentées d'un appareil critique important et de bibliographies détaillées, forment la matière d'un livre dense, dont Donald Quataert synthétise avec clarté les apports dans son introduction.

Fondé sur une très large variété de sources, le travail de Suraya Faroqhi présente un tableau impressionniste de l'industrialisation ottomane aux XVI-XVII<sup>e</sup> siècles. L'auteur a choisi d'aborder le problème en quelque sorte de biais, en centrant ses analyses sur la question du travail et de la main-d'œuvre: elle évoque successivement l'utilisation d'esclaves dans les industries de Brousse, la réquisition par l'État d'artisans et de contremaîtres pour l'approvisionnement des armées en campagne, pour les constructions navales et les grands travaux, le recours à l'armée dans certains cas, la mobilisation des travailleurs employés dans les mines. Mais à côté de l'État, dont le rôle dans la vie économique est le mieux documenté, l'auteur souligne aussi la part, dans la production industrielle, des marchands qui font travailler une main-d'œuvre libre d'artisans. En conclusion de son essai, Suraya Faroqhi insiste sur la difficulté qu'il y a à préciser l'évolution de l'industrie ottomane sur deux siècles; aux crises de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle (crises dans lesquelles les guerres jouent un rôle important, car l'État accapare les forces productives), succèdent un renouveau à partir de 1650, et une période de croissance au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle estime que dans l'évolution de la conjoncture industrielle ottomane, le rôle de l'impact de l'économie européenne a été surestimé.

À Mehmet Genç revenait la difficile tâche d'évoquer l'industrie ottomane au XVIII<sup>e</sup> siècle. Tâche difficile parce que la documentation (surtout d'origine fiscale) est fragmentaire, et parce que l'économie ottomane du XVIII<sup>e</sup> siècle, plus encore qu'aux

autres époques, n'obéit pas à un schéma général, mais évolue selon les temps, les régions, les produits. L'auteur insiste sur les grands principes qui guident la politique industrielle de l'État ottoman : il s'agit de garantir les approvisionnements, de respecter les traditions, d'assurer les rentrées fiscales. Il souligne les facteurs nouveaux qui apparaissent au XVIII<sup>e</sup> siècle : effets négatifs des multiples guerres (surtout vers la fin du siècle) qui créent "une atmosphère inamicale pour le développement capitaliste", accès de la classe militaire aux activités productives, développement d'activités artisanales à l'écart des grands centres afin d'échapper au contrôle et à la pression fiscale etc. Mehmet Genç étudie ensuite trois expériences tentées par l'État au début du siècle pour créer des industries de "substitution aux importations" (fabriques de lainages, de soieries, de toiles à voile) afin d'assurer ses approvisionnements à un moindre coût. Trois études précises qui permettent d'observer, au delà des principes, la pratique de l'État ottoman en matière d'industrie et les difficultés auxquelles elle se heurte.

Reprenant et complétant une série de travaux antérieurs, Donald Quataert concentre ses analyses sur l'industrie ottomane au XIX<sup>e</sup> siècle. S'appuyant sur une étude minutieuse des principales branches de l'industrie textile, il récuse le paradigme d'un déclin de l'industrie ottomane au XIX<sup>e</sup> siècle face à la concurrence européenne. Ce paradigme découle d'une place excessive accordée à l'État, à la grande entreprise (qui joue un rôle restreint dans le cas ottoman) et à la demande extérieure. Quataert met l'accent sur la production pour le marché intérieur qui a été très négligée jusqu'à présent par les historiens et sur l'industrialisation dans les campagnes ; il montre que les producteurs ottomans ont su imposer leurs productions grâce au coût plus faible de la main-d'œuvre (travail des femmes, des enfants) et à leur capacité à s'adapter aux goûts de la clientèle. Dans certains cas (fabrication de tapis, étoffes de soie), ils ont même pu trouver leur place sur un marché extérieur en pleine expansion. Cela permet à Quataert de parler, après le choc du libéralisme européen des années 1820-1850, d'un véritable renouveau de l'industrie ottomane à partir des années 1870.

Pour la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, période qu'étudie Çağlar Keyder, il est possible d'écrire une histoire plus systématique de l'industrialisation de l'Empire jusqu'à la République. L'auteur insiste avec vigueur sur deux facteurs qui conditionnent l'industrialisation de la Turquie pendant toute la première moitié du siècle : d'une part, la disparition, dans le premier quart du siècle, de la classe entrepreneuriale composée essentiellement de Grecs et d'Arméniens, qui crée un « vide social », et qui a pour conséquence paradoxale de laisser le champ libre au capital étranger dans la Turquie des années 20. Le second facteur est la persistance d'une structure agraire fondée sur la petite propriété qui ne permet pas de dégager une accumulation du capital fondée sur la terre. Dans ces conditions, les entrepreneurs turcs sont dépendants de l'État et, après les effets dévastateurs de la crise de 1929 sur l'économie turque, celui-ci lance un vaste programme d'industrialisation qui est, selon Keyder, un succès en terme de production agricole et d'emploi. Pour Keyder, le tournant dans l'industrialisation de la Turquie se produit après 1950, quand l'économie turque se trouve désormais dominée par les contraintes et les opportunités de l'économie mondiale.

Ces quatre études suggestives ne constituent pas à proprement parler une histoire suivie de l'industrialisation qui serait de toute façon prématurée. Mais on retrouve, d'un chapitre à l'autre, un certain nombre de facteurs qui paraissent avoir joué sur le processus d'industrialisation tout au long de la période considérée : le poids des conditions naturelles, l'insertion de la production artisanale et industrielle dans une économie restée jusqu'en

1950 essentiellement agricole, la part des industries rurales, l'importance du marché intérieur, les obstacles à l'accumulation du capital, le problème lancinant de la main-d'œuvre, le rôle négatif des guerres, la place occupée par certaines régions industrielles (Brousse, Salonique), les inégalités régionales ; et aussi la part de l'État central dans les processus d'industrialisation, même si, pour nos auteurs, celle-ci a été généralement exagérée.

Au total un ouvrage novateur et stimulant, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire économique de l'Empire ottoman, du Moyen-Orient et de l'Europe du sud-est.

François GEORGEON

Daniel PANZAC éd., *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, tome II, Paris, C.N.R.S., 1994, 416 p.

Cet ouvrage collectif fait suite au tome I paru en 1991, et se compose de deux grands thèmes : « Habitats, modes de vie » (thème 3) et « Les édifices économiques collectifs » (thème 4).

La première partie, portant sur l'organisation de l'espace, est introduite par J.C. Depaule qui lui-même traite de l'espace domestique perçu par les auteurs anglais et français au Levant entre le XVI<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Leurs témoignages révèlent deux perceptions de l'espace domestique qui font référence à deux traditions différentes. Pourtant, malgré ces différences, l'auteur constate l'existence d'un fonds commun à ces deux visions, dans la reprise de certains stéréotypes, le plus marqué étant celui qui concerne le partage sexué de l'espace dans les intérieurs des maisons de Damas et du Caire. Stéréotypes d'autant plus surprenants que bien souvent ces auteurs anglais et français n'ont jamais pénétré le seuil d'une de ces maisons. Cela est mis au compte de ce que J.C. Depaule appelle la « littérature de moucharabieh », très prisée dans l'exotisme traditionnel. À partir d'une grille de lecture des catégories de l'espace domestique, notre auteur replace la vision française et anglaise de cet espace pour en faire surgir les particularités et les similitudes : la distribution intérieure est perçue comme irrégulière par les Français alors qu'elle ne fait l'objet que de descriptions chez les Anglais. En fin d'exposé, il fournit une liste de sources sélectionnées par siècle et par pays ainsi qu'une bibliographie conséquente.

Colette Establet présente une recherche sur les mobiliers domestiques des intérieurs damascains au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à travers les inventaires après décès établis par les *qadi*. Le classement des objets de la vie courante de trente maisons de Damas se heurte à quelques difficultés qui tiennent à la langue des transcriptions (arabe classique ou dialectal, emprunts au persan ou au turc), à la disparition de certains objets qui ne sont plus usités, et qui compliquent leur identification. La présence de certains objets liés au commerce de détail pose la question de la distinction entre ce qui appartient à la maison et ce qui revient à la boutique. D'autres objets encore, comme les livres, témoignent d'un groupe social lettré. Enfin, les objets révèlent avoir un sexe, puisque certains sont considérés uniquement comme masculins et d'autres exclusivement comme féminins. Ces inventaires dans leur ensemble reflètent le mode de vie de ces hommes et de ces femmes, bien que, dans l'état actuel de ce travail, ils ne nous renseignent pas sur une éventuelle séparation sexuée de l'espace dans les maisons damascaines.

L'habitat domestique est également traité par Paul Bonnenfant et Jeanne-Marie Gentilleau, à travers l'exemple d'une maison yéménite appartenant à un commerçant-armateur sur la mer Rouge. L'approche est ici axée sur le bâtisseur et les techniques de construction. Après avoir retracé l'histoire de la bâtisse et celle de son propriétaire, les auteurs présentent les matériaux utilisés et les techniques de maçonnerie. Dans une partie spécifique, ce sont les différents espaces de la maison qui sont décrits : espace de commerce, espace de réception, espaces familiaux, ainsi que les décors. Ils en concluent que les dénominations architecturales indiquent une nette influence turco-égyptienne indirecte ainsi qu'une possible influence indienne encore à vérifier. Cette contribution est largement illustrée par des photographies, des plans et des coupes de l'édifice.

Un autre type d'habitat est étudié par Jean-Claude David et Thierry Grandin : celui des grands commerçants dans les *khans* d'Alep à l'époque ottomane. Par souci de protection et d'isolement, les commerçants européens installés dans les *khans* ont produit un type d'habitat particulier sous forme d'unités de vastes logements qui, vers 1870, va être transposé dans les quartiers plus récents sans référence aucune au *khan*. À partir de sources écrites relatant le processus de transformation des *khans* en appartements, les auteurs exposent les caractéristiques de l'habitat des Français et des Anglais à Alep aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, dont l'archétype sera la maison consulaire. Celle-ci se transformera peu à peu dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle en habitat familial par le jeu des grandes familles étrangères de commerçants ayant fait souche localement et appelées *Frangi* par les Alepins. Suivent la description et l'histoire de la maison de Vincenzo Marcopoli au *khan* 'Olabbiiya, puis le cas d'un habitat de type nouveau, celui de la maison Homsî. Les auteurs penchent pour une parenté avec l'architecture ottomane et plus précisément avec la première ambassade de France à Istanbul construite au XVII<sup>e</sup> siècle.

La thème des Résidences de France dans l'Empire ottoman est justement traité par Pierre Pinon, comme sources possibles de documentation sur l'architecture domestique ottomane. À travers un échantillon de résidences consulaires allant de Smyrne à Bosnasarâi, en passant par Salonique et Milo, et sur lesquelles l'auteur a dépouillé une large documentation en France, on constate que le modèle de la maison ottomane est celui dont s'inspirent la plupart des architectes chargés de la construction ou de la reconstruction (suite aux nombreux tremblements de terre et incendies) de ces représentations architecturales diplomatiques d'une puissance étrangère sur le sol ottoman. Seule exception : celle de Smyrne qui renvoie à un modèle de l'antiquité grecque. L'ambassade de France à Constantinople quant à elle fait référence aux kiosques impériaux de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée aux « édifices économiques collectifs », est présentée par R. Ilbert, lui-même auteur d'une contribution sur l'invention du marché à Alexandrie entre 1850 et 1920. Il montre qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, sous couvert de considérations sanitaires et d'exigences urbanistiques et financières, les pouvoirs publics se sont attelés à créer dans cette ville de tout nouveaux espaces commerciaux, les « halles », remettant en question une typologie des espaces commerciaux existant déjà : *wakâla*, grands magasins, foires temporaires, boutiques à renforcement dans les ruelles spécialisées. Pour lutter contre l'invasion dans la ville des *souks*, des abattoirs et autres activités « polluantes », des vendeurs ambulants et des cuisines publiques, la réglementation à coups de décrets, d'ordonnances, de règlements fiscaux et d'autorisations, s'est faite toujours plus drastique. Mais c'est surtout avec l'appui de la réglementation urbaine et de la spéculation que les marchés « modernes » vont apparaître et que la Municipalité

d'Alexandrie va pouvoir imposer le regroupement des activités communes dans les halles. Ce type de bâtiment, défini par des plans précis, équipé d'adductions et d'évacuations d'eau et dont les emplacements sont mis en location, ne recevra pas toujours un accueil favorable de la part de certaines catégories professionnelles, non seulement pour des raisons financières mais aussi par refus de voir leur activité circonscrite en un seul lieu.

Ali Zouari, dans son article sur le *fondouk* des forgerons à Sfax au XVIII<sup>e</sup> siècle, retrace l'historique de ce type architectural à caractère économique. Il fut transformé en écuries au début du siècle, puis redevint le *fondouk* des forgerons il y a une quarantaine d'années par décision municipale. Après l'avoir décrit et avoir traité de ses fonctions, l'auteur montre que depuis l'abolition de l'institution des *habous* en 1959, le *fondouk* est devenu propriété municipale, et qu'il n'est donc plus l'institution rentable qu'il était en tant qu'hôtel et entrepôt. Suivent de nombreux plans et des photographies de détails architecturaux.

La contribution de Sawsan Noweir, Philippe Panerai et Fawaz Baker tente de repérer les *wakàla* encore existantes au Caire sur les 360 citées par André Raymond. L'étude se limite aux quartiers centraux du Caire et l'inventaire s'effectue en coupe historique transversale, prenant en compte aussi bien des édifices mamelouks, ottomans, du XIX<sup>e</sup> siècle et même du XX<sup>e</sup> siècle. Leur travail de reconstitution des 160 *wakàla* se fait sur la base du tissu de la ville actuelle. Le tout est abondamment appuyé par un index des *wakàla* concernées.

Les immeubles Chawikar situés à proximité de l'entrée du fameux *Khan al-Khalili*, sont l'objet de l'étude menée par Mercédès Volait. Cet important ensemble urbain composé à l'origine de 25 édifices de tailles différentes, est soumis à une opération architecturale qualifiée d'exemplaire. Le projet dont il est question a engendré la mise en place à la fois d'espaces commerciaux (165 emplacements) aux rez-de-chaussée et d'habitation aux deux étages supérieurs, tous destinés à la location. Le projet, malgré les dimensions réduites du parcellaire dans cette partie de la ville, a permis une intégration réussie du complexe dans le tissu urbain existant. L'article est accompagné de tableaux, planches, plans et photographies des immeubles Chawikar.

Laurence AMMOUR

Hélène DESMET-GRÉGOIRE, *Le divan magique. L'Orient turc en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 1994, 260 p.

Alors que l'ouvrage de H. Desmet-Grégoire paraît en Turquie (*Büyülü Divan. 18 y. Fransa'sında Türkler ve Türk Dünyası*, Istanbul, 1993), les éditions L'Harmattan proposent une réédition de la version française. Entre les deux éditions s'est écoulée une décennie marquée, à son début, par le débat sur l'orientalisme qu'Edward Saïd<sup>1</sup> a réactivé en voulant débusquer les éventuels compromis de l'anthropologie et de l'histoire avec l'impérialisme occidental. Bien que cette démarche d'idéologue ait suscité un certain nombre de controverses parmi les historiens arabes, elle reste néanmoins très éloignée de

<sup>1</sup> E. SAÏD, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1980, 355 p.

la compréhension de l'environnement et des modes de perception des hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, thèmes auxquels D.-G. s'est attachée pour ce travail. Face à un Orient présenté comme une fiction—pur produit d'un sujet européen dominateur—l'auteur a cherché à identifier, à déchiffrer et à analyser les points de contacts entre le monde ottoman et la France.

Le livre se divise en deux grandes parties. La première traite de la réalité des « contacts directs » que les Français pouvaient avoir avec les Turcs sur leur territoire ; la deuxième, des « contacts indirects » entre les deux civilisations, c'est-à-dire des moyens d'information de l'époque, à travers lesquels le thème de la Turquie était abordé et offert au public.

Sous l'expression de « contacts directs » sont rangés tous les témoins humains ou matériels du monde turco-ottoman que la population française pouvait avoir à sa portée sur le territoire français. Dans un premier temps, D.-G. s'intéresse aux groupes turcs essaimés en France à cette époque tels que les ambassadeurs, les soldats, les négociants, les commerçants, les artisans, les captifs. Dans un second temps elle étudie la situation des produits originaires de ces régions lointaines (drogue, maroquin, épices, café) qui se sont répandus dans la société française. Enfin, en s'intéressant à l'histoire, à l'acquisition et à la place dans les collections des objets « ethnographiques » qui ont été ramenés de Turquie au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle cherche à reconstituer l'intérêt porté au monde turco-ottoman par la société française. Il s'agit d'un sujet cher à l'auteur comme en témoignent ses recherches et travaux ultérieurs<sup>2</sup>.

Quant aux « contacts indirects », D.-G. a dépouillé sur une dizaine d'années l'un des plus grands périodiques de l'époque, *La Gazette*, et, d'autre part, pour l'étude d'un ensemble regroupé sous le terme de « littérature populaire » elle a épluché toutes sortes d'imprimés destinés au public des classes populaires. L'étude de ces deux genres lui permet d'évaluer l'héritage des productions passées et de saisir de façon plus précise la place réelle des informations traitant de la Turquie.

Le principal mérite du livre de D.-G. est d'avoir su rassembler, et analyser tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ensemble des connaissances qui constituent, selon son expression, la « matière orientale ». Il a aussi le mérite de prendre en considération tous les travaux des historiens de l'économie tant en ce qui concerne les problèmes particuliers aux relations entre la France et le monde turco-ottoman, qu'en ce qui concerne les réalités socio-économiques de la population française. Pour étudier cette évolution, elle a recouru à une très large variété de sources. Sources iconographiques, sources écrites (indulgences, inventaires après décès), sources d'archives (notamment la Bibliothèque du Muséum National d'Histoire Naturelle, la Bibliothèque et le département d'Asie du Musée de l'Homme, la Bibliothèque du Musée de l'Armée), les objets (Musée Départemental d'Histoire et de Folklore de Champlitte en Haute-Saône) et un grand nombre de documents imprimés parmi lesquels *La Gazette*, les ouvrages de la Bibliothèque Bleue (contes, romans, légendes), des récits de voyage et les almanachs.

<sup>2</sup> H. DESMET-GRÉGOIRE, « Origine et évolution des objets du café à Marseille au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Provence Historique*, 151, 1988, pp. 67-87 ; *Les objets du café*, Paris, Presses du CNRS, 1989 ; « Les objets, sources de connaissance des sociétés ottomanes », *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, sous la direction de D. PANZAC, Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman, Sociétés arabes et musulmanes 5, éd. du CNRS, 1991, I, pp. 164-189.



Quelques regrets pour terminer : on peut reprocher à l'auteur de s'être enfermé dans une problématique purement ottomane et de ne pas s'être livré parfois à d'utiles comparaisons, en particulier avec les pays d'Extrême-Orient ; un index en fin de volume aurait été le bienvenu. Notons qu'Isaac Bey, jeune pensionnaire turc à la cour du roi (cité aux pages 26-27), est un personnage qui est resté célèbre dans l'histoire des relations franco-ottomanes pour avoir été l'agent secret de Sélim III envoyé auprès de Louis XVI en 1784. Enfin, il est regrettable qu'aucune modification—pour des impératifs d'édition—n'ait été apportée à la première édition, si ce n'est une annexe à la bibliographie dans laquelle l'auteur a rajouté une liste d'ouvrages parus depuis 1980, en omettant une nouvelle fois le travail fondamental de l'historien turc Orhan Koloğlu, *Le Turc dans la presse française (des débuts jusqu'à 1815)*, Beyrouth, 1971. L'auteur y aurait pourtant glané des informations très utiles pour son chapitre IV. Ces quelques remarques, bien entendu, n'enlèvent rien à la valeur d'un livre qui représente une contribution importante à notre connaissance du monde turco-ottoman en France à travers des modes de représentation divers et originaux, favorisant le *mirage oriental*.

Frédéric HITZEL

Virginia H. AKSAN, *An Ottoman Statesman in War & Peace, Ahmed Resmi Efendi, 1700-1783*, Leyde-New-York-Cologne, E.J. Brill, 1995, 253 p.

Poursuivant les travaux entrepris depuis plusieurs années par les historiens de l'Université de Princeton, notamment ceux de Norman Itzkowitz sur la formation de l'élite bureaucratique ottomane au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> et ceux de Bernard Lewis sur la vision de l'Occident par les Orientaux<sup>2</sup>, Virginia H. Aksan publie la biographie d'un grand bureaucrate ottoman du XVIII<sup>e</sup> siècle, Ahmed Resmi Efendi (1700-1783). Les multiples fonctions exercées par ce personnage—qui fut tour à tour ambassadeur, secrétaire (*mektupçu*) puis adjoint du grand-vizir (*sadaret kethüdası*), ministre plénipotentiaire (*murahhas-i evvel*) lors du conflit russo-ottoman de 1768-1774—, méritaient une telle étude. L'auteur a adopté un plan chronologique divisé en quatre parties.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux origines d'Ahmed Resmi Efendi, à sa formation, son entrée et son ascension dans le corps des scribes, les *kâtib*. Comme le souligne cette étude, ces scribes tendent au XVIII<sup>e</sup> siècle à se distinguer des milieux religieux et militaires par une certaine indépendance de l'autorité politique vis-à-vis des groupes de pression, et se recrutent le plus souvent en fonction de leurs relations de famille ou de clientélisme avec des fonctionnaires en place (*intisab*). Ahmed Resmi Efendi bénéficie d'une telle protection et profite de la montée de deux hommes d'État très influents : Tavukçubaşı Mustafa Efendi (m. en 1749), nommé à deux reprises *Re'is ül-küt-tâb* (1737-1741 ; 1744-1747) et Koca Ragıb Paşa (m. en 1763), qui occupe successivement

<sup>1</sup> Voir notamment, *Mehmed Raghib Pasha : the Making of an Ottoman Grand Vezier*, Ph. D. Princeton University, 1959 ; « Eighteenth Century Ottoman Realities », *Studia Islamica*, 16, 1962, pp. 73-94.

<sup>2</sup> *Comment l'Islam a découvert l'Europe*, Paris, La Découverte, 1984.

le poste de *Re'îs ül-küttâb* puis de grand-vizir (1757-1763). À l'origine «chef des secrétaires», le *Re'îs ül-küttâb* tend au XVIII<sup>e</sup> siècle à devenir une sorte de ministre des Affaires étrangères.

La deuxième partie de l'ouvrage traite des activités diplomatiques d'Ahmed Resmi Efendi et de son séjour dans deux capitales occidentales : Vienne (1757-58) et Berlin (1763-64). Si le compte rendu, *sefâretnâme*, de son séjour en Autriche se contente de décrire la remise de ses lettres officielles à l'impératrice Marie-Thérèse, d'énumérer l'étendue des possessions autrichiennes et de donner un bref aperçu historique, en revanche le *sefâretnâme* consacré à la Prusse, dont il existe au moins vingt copies manuscrites, offre un grand intérêt. Resmi Efendi y analyse de façon très pertinente l'évolution de la situation européenne au lendemain de la guerre de Sept ans, souligne l'essor de la puissance prussienne, étudie le commerce des pays visités. Il est clair que l'ambassadeur ottoman fut vivement impressionné par l'effort déployé par Frédéric le Grand pour protéger le commerce, créer des industries, assurer la sécurité intérieure et développer l'instruction militaire dans son pays. Comme d'autres voyageurs et écrivains ottomans de cette époque, on note chez Resmi Efendi un net changement d'attitude à l'égard des Européens qui ne font plus figure d'obscurs infidèles. Ils sont au contraire présentés comme des rivaux puissants et dangereux dont il faut étudier les usages afin de se garder d'eux et peut-être même, pour y parvenir, de les imiter. On peut reprocher à V. Aksan de ne pas avoir suffisamment insisté dans ce chapitre sur la fascination qu'exerçait à cette époque, dans l'Empire ottoman comme dans le reste de l'Europe, le modèle prussien. Si l'on en croit le voyageur italien Gianbattista Toderini, le sultan Mustafa III lui-même commanda la traduction du *Prince* de Machiavel et de l'*Anti-Machiavel*, exercice littéraire rédigé en 1740 par Frédéric Le Grand en personne (*De la littérature des Turcs*, Paris, 1789, I, pp. 65-66).

La troisième partie décrit en détail le conflit qui opposa de 1768 à 1774 les Ottomans aux Russes et qui marque le début de ce que l'on appelle la « Question d'Orient », c'est-à-dire le démembrement progressif de l'Empire ottoman et la rivalité des grandes puissances en vue d'établir leur contrôle ou leur influence sur l'Europe balkanique et les pays riverains de la Méditerranée orientale. Nommé ministre plénipotentiaire (*murahhas-ı evvel*), Ahmed Resmi Efendi fut le principal artisan des négociations qui aboutirent à la fin des hostilités et à la signature du plus désastreux traité de paix jamais signé par les Ottomans, le 21 juillet 1774, le traité de Küçük Kaynarca. On peut regretter que ce chapitre d'histoire événementielle ne s'accompagne pas de cartes plus précises que celles présentées à la fin de l'ouvrage, ce qui aurait incontestablement facilité la compréhension des situations.

Enfin la quatrième et dernière partie de l'ouvrage porte sur la contribution d'Ahmed Resmi Efendi au discours politique ottoman dans une période de transition. Retiré de la vie publique, il consacre les dernières années de sa vie à élaborer un vaste programme de réformes qui anticipe de quelques années l'œuvre du sultan Sélim III. On notera que le livre s'achève sans véritable conclusion : un résumé de la vie de Resmi Efendi semble suffire. On espérait pourtant que l'auteur aurait insisté davantage sur la personnalité exceptionnelle de son personnage et sur ce qui fait son originalité.

Le principal mérite de l'étude de Viginia H. Aksan est d'avoir su réunir un ensemble important de documents et de travaux sur un grand serviteur de l'Empire ottoman qui fut aussi l'un des rares intellectuels ayant voyagé à cette époque en Europe et qui a estimé que des changements pouvaient être introduits dans la pensée musulmane. On ne peut

qu'admirer la façon dont elle a su utiliser et exploiter les archives turques. Cependant, on peut regretter qu'elle ne nous ait pas donné, à défaut de fac-similé, des extraits plus importants des travaux d'Ahmed Resmi Efendi, ne serait-ce qu'en annexe.

Frédéric HITZEL

Faruk BILICI, *La politique française en mer Noire 1747-1789*, Istanbul, Isis, 1992, 201 p.

L'auteur nous propose une étude consacrée à l'un des aspects de l'histoire de « la vierge chaste et pure » d'Alexandre Mavrocordatos, à la mer Noire, à celle qu'on appelait alors « la mer nourrice de Constantinople ». Un sujet bien défini, lié à la politique française du Levant, indissociable des vues de la Cour de Versailles et de ses intérêts économiques. Un sujet bien limité aussi chronologiquement, des premières tentatives françaises à la veille de la Révolution.

À la lumière des documents des Archives du Ministère des Affaires Étrangères, des Archives Nationales, des Archives départementales des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce de Marseille, enrichissant son travail de quelques documents ottomans et s'appuyant sur une bibliographie choisie, l'auteur insiste sur l'importance de cette mer avec ses débouchés, étudie la pénétration française dans cette partie du monde, limitée il est vrai à l'aventure de quelques particuliers, dont celle d'Anthoine, le futur Baron de Saint-Joseph, à Cherson et à Odessa. On voit là une volonté française de commercer avec la Russie, mais sans grande conviction et sans risques, avec un intérêt relativement limité des négociants marseillais. L'auteur rend compte de la résistance des Ottomans à ouvrir cette mer au trafic international, de la guerre russo-turque de 1768-1774, du traité du Petit Kainardja avec ses conséquences, d'un passage de la mer Noire du statut de lac ottoman à celui d'une mer turco-russe.

« Vicissitudes d'une implantation », un sous-titre qui rend très bien compte de la situation complexe et des difficultés. L'ouvrage est enrichi d'annexes (liste des Khans de Crimée au XVIII<sup>e</sup> siècle et des Consuls de France à Bahçeseray entre 1748 et 1769 etc.) et d'un glossaire utile à un lecteur qui souhaite une initiation et une prise de contact avec le vocabulaire ottoman. En somme un travail qui se situe dans la lignée de l'*Essai Historique sur le Commerce et la Navigation de la Mer Noire* du même Anthoine, publié à Paris en 1805, un travail qu'il faudra un jour compléter à la lumière des archives de Venise, de Londres, de Stockholm, mais aussi des archives russes pour situer la vraie place de la caravane française dans cette mer à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et se rendre compte de la concurrence qui lui est faite par les bâtiments qui battent pavillon vénitien, anglais ou suédois.

Onnik JAMGOCYAN

Paul DUMONT & François GEORGEON éd., *Villes ottomanes à la fin de l'Empire*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, 209 p.

This is a multi-authored volume, with ten different contributions, around the theme of urbanization and modernization of the Ottoman cities, in the course of the nineteenth

century, taken in its broader meaning to include not only problems of spatial organization but also other issues such as inter-communal relations and public health. As such it is a very effective volume with the different chapters well connected to each other. The most important contribution of this volume is its depiction of the Ottoman urban centers as dynamic centers often pulsating with change and innovation and with their administrative and economic élites orchestrating such changes. Whilst the paradigm of the Ottoman Empire as an Empire in decline has by now been thoroughly revised, we rarely get such concrete and lively reconstructions of Ottoman internal dynamism as are to be found in this volume. The images of corrupt, incompetent or inefficient provincial governors that we routinely, and abundantly, get from western sources are here counteracted by images of governors as energetic and successful carriers of change and urban improvement, able to effectively impact their environment. At the same time, we get fascinating glimpses of everyday life in the Empire's urban centers that are worthy of note.

This volume is also an important contribution to the on-going debate of the impact of the West on the Ottoman Empire, in terms of the application of western ideas of urban modernization and spatial organization—an integral part of the Tanzimat reforms—on the Ottoman space. In this respect, the volume is particularly well-served by the first chapter, written by Stéphane Yerasimos, who sets out to show the problems faced by Ottoman administrators when applying western legal ideas on an Islamic city, governed essentially by what he calls an urban Muslim legal code. It was apparently on the basis of a such legal code that an Islamic city could be distinguished from a western city and it is this difference that accounts for the shortcomings in the application of western ideas on the Ottoman urban space. Moreover the success of the Ottoman state in applying western ideas of urban organization reflected the degree to which it could substitute the Islamic legal code for a western one and in the process increase its own power over the urban space and its inhabitants.

The next contribution, by İlhan Tekeli, concerns itself with the factors that account for change in the Ottoman city in the latter part of the nineteenth century. That is, how the capital, Istanbul, was forced to change as a result of the economic development of the area which led to a new and enlarged business district, whilst rapid urban demographic growth and the need for different residential areas to reflect changes in the social stratification of the city resulted in an infrastructural network being created to serve the needs of this new urban development. Indeed, the above description can, to a large extent, be applied to other major Ottoman cities at the turn of the century.

Although the third contribution deals with a region, North of Greece, rather than a city, the common theme of the volume is well carried through by the author, Alexandra Yerolympos, who links the growth of the area's urban centers and the rise of its port-cities, led by Salonica, to the region's economic development in the course of the nineteenth century following the Tanzimat. The emergence of an urban, mostly non-Muslim, élite practicing trade and the liberal professions, with a need for suitable business and residential accommodation as well as for buildings for civic functions, led to considerable urban development in the towns in the North of Greece. The state, which had come to realize the economic advantages to be derived from such urban development sanctioned it and at times participated in it, in the process increasing the civic amenities of many a city in the Empire.

Béatrice Saint-Laurent, in her contribution on Bursa, paints the portrait of an energetic and cosmopolitan administrator who, following a particularly destructive earthquake in

1855 and subsequent fires, which devastated large areas of Bursa, sought to rebuild it into a modern Ottoman city, making it at the same time a case study for the application of the Tanzimat reforms concerning urban planning. Whilst roads were modified or new ones built according to the grid system, Vefik pacha set about endowing the city with an array of buildings—a hospital, a theater, a town hall and a post office—that clearly impacted its inhabitants. Areas which had benefited both from urban planning and economic prosperity became residential areas for a mercantile élite of mixed ethnic and religious origins. An interesting point that emerges is the way in which western ideas were applied so as also to fit the Ottoman reality—for instance, the western-style hospital was placed in the middle of the city, on the site of an old palace, so as to follow the Ottoman tradition of placing new monuments on an already important site. It is only at the latter part of the century that Ankara, as François Georjeon effectively portrays, registers a take-off in its primary export of mohair wool to the international market. It is also a period that coincides with the efforts at modernization and urban improvement of its governor—who seems to be of the same breed as Ahmed Vefik pacha—with excellent results for the amenities of the town and its system of communications with other economic centers in Anatolia.

What urban development and economic prosperity promoted in all these centers in the Empire, namely the co-existence of multi-ethnic and multi-confessional groups, side by side, nationalism tore asunder as the case of Bitola, here graphically portrayed by Bernard Lory and Alexandre Popovic, or the case of Van penned by Anahide Ter Minassian, well illustrate. A fate from which even Alexandria could not ultimately escape either, as described in an eloquent piece by Robert Ilbert. Indeed another contribution of this volume to Ottoman historiography is on the impact of nationalism on Ottoman towns at the turn of the century.

Public health and the spread of epidemics which kept stagnant demographically major 18th-century Ottoman cities, such as İzmir, remained important issues, especially with the spread of cholera in the 19th century, which could easily turn from an issue of public health to one of inter-communal conflict as Paul Dumont well illustrates in the case of Bagdad. However, a medically more aware state did also try to deal with public health, as Anne Marie Moulin argues, with the introduction at the turn of the century of western medical knowledge concerning the spread of bacteria.

In all, this is a volume well put together, that sheds light effectively on a number of issues of Ottoman urban history.

Elena FRANGAKIS-SYRETT

Irène MÉLIKOFF, *Sur les traces du soufisme turc. Recherches sur l'islam populaire en Anatolie*, Istanbul, Isis, 1992, 183 p.

Spécialiste de la littérature épique turque, Irène Mélikoff s'était lancée dans l'étude du soufisme turc, ou plus exactement de l'alévisme-bektachisme, il y a environ vingt-cinq ans. Grâce à des séjours répétés sur le terrain, parmi les populations professant cet islam hétérodoxe, elle a livré à la communauté scientifique, au fil des années, différentes études que rassemble de façon très commode l'ouvrage recensé. Celui-ci contient quatorze articles, parus depuis 1969 (ou à paraître)—accompagnés d'une « bibliographie sommaire »—dans

lesquels l'auteur s'est attaché avant tout à comprendre l'origine de certaines des composantes de cette religion syncrétique, hétérodoxe et anti-conformiste.

I.M. met ainsi en évidence des éléments de l'alévisme-bektachisme provenant d'un substrat turc pré-islamique, comme les trois interdits (de la main, de la langue et du sexe) rappelant les trois sceaux du manichéisme adopté par les Turcs uygurs; la fête de Hızır, qui a lieu à l'époque des calendes de février et correspondrait par conséquent à l'ancien Nouvel An turc; l'idée de l'âme-oiseau que l'on retrouve dans les danses rituelles des alévis-bektachis; la vénération du Dieu-ciel, qui sera plus tard identifié à Ali; la croyance en la réincarnation; la croyance en la démons anthropophage, Al, qui s'attaque aux nouveaux-nés, etc. Deux articles sont également consacrés à la place d'Ahmed Yesevi et aux influences de ce personnage, l'un des premiers soufis turcs d'Asie centrale, qui œuvra à une époque où les tribus turques étaient en train d'être islamisées. D'après I.M., on peut considérer le bektachisme comme tirant son origine de la religion du peuple turc nomade, et notamment du substrat chamanique; il s'agit avant tout d'un phénomène turc, dont les adhérents ont d'ailleurs préféré utiliser la langue turque plutôt que la langue arabe ou persane. Je reviendrai sur ce point à propos de l'expansion du bektachisme parmi les Albanais.

I.M. étudie aussi les conséquences de l'absorption de deux groupes par l'alévisme-bektachisme anatolien: celui des Akhis, ou des corporations de métier, qui se fondit dans le bektachisme et lui transmit certaines pratiques, comme la vénération de Selman-i Farsî, patron des corporations de métier, la coutume de ceindre la taille d'une ceinture, de boire la coupe, le fait de prendre un *musahib* (ou « frère de l'au-delà »); et celui des Hurufis, disciples de Fazlullah d'Astarabad, qui apportèrent au bektachisme les croyances au panthéisme et à l'anthropomorphisme (on peut lire le nom de Dieu dans le visage humain).

L'auteur insiste également à plusieurs reprises sur l'influence extrêmement importante du courant des Kızılbaş (adeptes des Safavides), qui au début du XVI<sup>e</sup> siècle recouvrit le bektachisme d'un vernis chiite et soufi, et donna son nom aux musulmans anatoliens et rouméliotes non-conformistes (le terme *alevi* n'est apparu que récemment, le terme *kızılbaş* étant devenu très péjoratif). La croyance en Ali, incarnation de la divinité, aux douze imams, tous incarnations d'Ali, la commémoration de la tragédie de Kerbela durant les premiers jours du mois de muharrem, furent alors intégrées à la « mosaïque » de la doctrine bektachie.

Un point important soulevé par I.M.—qui ne concerne pas uniquement l'aspect religieux mais aussi l'aspect social du phénomène alévi-bektachi—est son caractère non conformiste, c'est-à-dire le fait qu'il est associé à des zones d'hérésie, de rébellion et d'insoumission au pouvoir temporel. Elle relève, en particulier, l'existence de deux régions anatoliennes, en Cilicie et surtout dans le triangle Sivas-Erzincan-Divriği, où l'hétérodoxie *kızılbaş* se serait répandue là où s'était manifestée auparavant l'hérésie paulicienne, probablement du fait du caractère particulier des conditions de vie dans ces zones. Par ailleurs, I.M. souligne les points communs entre la doctrine des Alévis-Kızılbaş-s et celle des Ahl-è-Haqq et des Yezidis, populations situées plus à l'est (cf. pp. 47 sqq.).

Un texte particulièrement intéressant est celui qui concerne la communauté *kızılbaş* du Deliorman (en Bulgarie). En effet, en marge de ses recherches sur l'islam hétérodoxe d'Anatolie, I.M. a effectué, en 1983 et 1985, des enquêtes de terrain dans les anciennes provinces rouméliotes. Ce travail fut fructueux sur un plan comparatif puisque I.M. put relever certaines différences notables entre ce groupe et les Alévis-Bektachis anatoliens :

une partie de ces Kızılbaş accorde en effet une place peu importante à Hacı Bektaş, vénérant davantage des saints comme Demir Baba, Kızıl Deli ou Sarı Saltuk, qui œuvrèrent en Roumélie ; ils s'associent de façon assez étroite au souvenir des Babais, qui se révoltèrent en Anatolie au XIII<sup>e</sup> siècle ; ils sont également attachés au personnage du cheikh Bedreddin, le Deli Orman ayant été l'un des foyers de la révolte dont il fut à l'origine ; le déroulement de la cérémonie de Ayin-i cem est un peu différent de ce qu'il est en Anatolie ; certaines fêtes comme celles de Hızır İlyas, le 6 mai (donc à la Saint Georges), et de Saint Dimitri, le 8 novembre, n'existent pas en Anatolie. Signalons que les Kızılbaş du Deli Orman, comme les alévis de Thrace, dépendraient de l'*ocak* de Şucaeddin Veli, près de Seyyid Gazi.

I.M. touche également à l'histoire du bektachisme, à propos de ses rapports étroits avec les premiers sultans ottomans ainsi que de l'évolution de l'ordre après son interdiction officielle en 1826, et notamment de son rapprochement avec la franc-maçonnerie. À propos du passage officiel des *tekke* bektachis, après cette date, à la Nakshibendiyye, I.M. fait part d'un témoignage indiquant que les nakshibendis auraient alors subi l'influence de bektachis. En réalité—serait-ce en ce qui concerne les territoires albanais—, l'appartenance à la Nakshibendiyye n'aurait été que factice, et les membres des *tekke* auraient continué à être des bektachis. Dans une histoire du bektachisme albanais, on peut lire que « les derviches portaient d'Albanie comme bektachis et, lorsqu'ils arrivaient à Salonique, portaient le titre de nakshibendis » (Baba Ali Tyrabi, *Historija e Bektashinjvet*, Tiranë, 1929).

Il faut également faire trois autres petites mises au point. La première concerne l'assertion : « en Albanie, le bektachisme était assez répandu pour donner l'impulsion, au XIX<sup>e</sup> siècle, à la création d'un État albanais bektachi, ce qui a suscité la colère du sultan Abdülhamid II » (cf. p. 15). Il est vrai que le bektachisme était très fort dans les territoires albanais (en particulier dans le sud) à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et que les bektachis albanais se firent les champions de l'éveil national qui se manifestait à cette époque, mais, à ma connaissance, il n'a jamais été question de créer un « État albanais bektachi ». La seconde a trait à la direction distincte des alévis et de l'ordre des bektachis : il faut lire que le *Çelebi* (autorité spirituelle de la plupart des alévis) se réclame de la descendance charnelle de Hacı Bektaş, alors que le *dede* (ou *dede-baba*, chef de l'ordre des Bektachis) considère que Hacı Bektaş n'a pas eu d'enfants et par conséquent ne peut avoir qu'une descendance spirituelle (cf. J.K. Birge, *The Bektashi Order of Dervishes*, Londres, 1965, p. 58 ; et Cemal Şener, *Yaşanan Alevilik*, Istanbul, 1993, p. 15), alors que c'est l'inverse qui figure dans le volume recensé (p. 33 et 83). Enfin, à propos du sanctuaire de Kızıl Deli, près de Dimetoka (aujourd'hui en Grèce, non loin de la frontière bulgare), non seulement il en reste quelque chose (qui a peut-être peu à voir avec l'ancien *tekke* bektachi), mais encore il s'agit d'un centre où les alévis des villages environnants viennent se recueillir sur la tombe de Kızıl Deli, restaurée en 1995, et se réunissent pour leurs rituels et cérémonies (cf. E. Zengini, *O Bektasismos sti D. Thraki*, Salonique, 1988, pp. 179 sqq.).

Globalement, les travaux de I.M. ont le grand mérite de mettre en relief le caractère à la fois syncrétique et anti-conformiste du bektachisme. Cette doctrine, elle le souligne aussi, a évolué au cours du temps et des régions où elle se répandait. Étudiant l'histoire du bektachisme dans les territoires albanais, par conséquent parmi une population non turque, il m'était particulièrement intéressant de noter qu'il était possible d'effectuer des « translations » entre certaines des observations de I.M. au sujet du phénomène tel qu'il

s'est développé en Anatolie et tel qu'il s'est adapté au contexte albanais. Par exemple, les bektachis albanais ont insisté sur l'usage de l'albanais, rejetant le turc, de même que les bektachis turcs avaient rejeté l'arabe et le persan. Et surtout, ce qui semble avoir favorisé l'expansion massive du bektachisme parmi les Albanais au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est aussi ce « refus de l'ordre établi », ce « sentiment de révolte », cette opposition aux autorités ottomanes (et non pas la propagande ottomane comme aux premiers temps de la conquête) à la suite de la mise au pas effectuée dans les années 1830, puis des essais d'appliquer les réformes des *tanzimat*. Après 1878, le « bektachisme albanais » s'éloignera d'ailleurs de plus en plus du « bektachisme turc », puisque, grâce à son caractère syncrétique, il intégrera une composante nationaliste albanaise dans sa doctrine.

Nathalie CLAYER

Marie-Christine VAROL, *Balat. Faubourg juif d'Istanbul*, Istanbul, Isis, 1989, 33 p. + 58 illustrations.

Dès les premières lignes, M.-C. Varol délimite le sujet de son étude. Elle précise en effet que son ouvrage se veut « un guide illustré du faubourg de Balat [...] à la fin du siècle précédent et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'une évocation de la vie quotidienne de ce faubourg telle que l'a reconstruite la mémoire de ses anciens habitants les plus âgés ». Comme dates butoirs, l'auteur propose en amont la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en aval 1948. De fait l'année 1948, marquée par une forte émigration vers l'État d'Israël qui venait d'être créé, constitue une importante césure dans la vie du faubourg ; à partir de cette date, Balat perd définitivement son caractère d'agglomération juive.

Témoignages oraux et photographies constituent les principales sources utilisées. Les premiers ont servi à l'auteur comme base pour une étude linguistique. M.-C. Varol s'est en effet intéressée à l'usage et à l'évolution du judéo-espagnol « dont la pratique », comme elle le souligne elle-même, « était liée aux formes de vie communautaire des anciens quartiers ». Dans ce cadre, les sources orales sur lesquelles s'est basée son étude acquièrent une valeur particulière.

L'ouvrage comporte deux parties.

La première est consacrée à l'étude des quartiers qui forment le faubourg de Balat. L'auteur met l'accent sur les aspects topographiques, cherche des repères dans l'espace, mais omet de cartographier le découpage qu'elle propose. Dans cette partie, elle dresse aussi l'inventaire de ce qu'elle nomme les « lieux déterminants » : synagogues, bains, cafés, associations, etc.

Vient ensuite un bref tableau de la vie quotidienne à Balat. Sont évoqués notamment les relations intercommunautaires (et en particulier les rapports avec les Grecs souvent empoisonnés par des accusations de meurtre rituel lancées contre les juifs), les fêtes religieuses et les coutumes qui les accompagnent, les activités scolaires et éducatives, les métiers les plus usuels.

Dans l'ensemble, M.-C. Varol parvient à tenir ses promesses et nous propose un guide tout à fait passionnant de ce faubourg juif d'Istanbul.

L'auteur n'a pas la prétention de faire œuvre d'historienne. Il est frappant, en particulier, de constater qu'elle ne s'intéresse guère au facteur « temps ». De quelle époque datent les coutumes qu'elle décrit ? De même, aucune des 58 photographies rassemblées



en fin de volume et dues à deux photographes de talent, Paul Veysseyre et V. Yenibahar, n'est datée. Cette absence de datation est d'autant plus regrettable que nous avons affaire, s'agissant d'Istanbul, à un tissu urbain très mouvant. Dans un autre ordre d'idées, on aurait aimé en savoir davantage sur les informateurs dont les témoignages ont servi de base à l'étude.

Cependant, tout en regrettant l'absence d'un appareil scientifique plus rigoureux, il faut savoir gré à M.-C. Varol d'avoir réussi à ressusciter le temps perdu en prenant appui sur des témoignages oraux. Ceux-ci n'ont certainement pas la précision des sources d'archives ; mais ils sont porteurs de l'irremplaçable parfum du vécu.

Meropi ANASTASSIADOU

Efstratios ZENGINIS, *Οι μουσουλμανοι αθιγγανοι της Θρακης* (Les Tsiganes musulmans de Thrace), Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1994, 84 p. + 24 illustrations.

Pour ceux qui connaissent l'étude que Efstratios Zenginīs a consacrée au bektachisme en Thrace occidentale (Efstratios Zenginīs, *Le bektachisme en Thrace occidentale : une contribution à l'histoire de la propagation de l'islamisme dans le territoire grec*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1988, 313 p., en grec), il ne fait aucune doute que cet ouvrage sur les Tsiganes musulmans s'inscrit dans la continuité de celui-ci. Même plan, mêmes méthodes d'investigation (faisant une large place à l'enquête sur le terrain), même souci affiché d'objectivité.

Dans l'introduction (pp. 13-22), la principale préoccupation de Zenginīs est de définir le terme pilote de son travail, celui de *tsigane*. Il y passe notamment en revue les divers vocables utilisés pour désigner les Tsiganes dans différentes langues, insistant surtout sur celui de *rom* (c'est ainsi que les Tsiganes se désignent eux-mêmes dans leur langue) qu'il fait remonter à l'époque byzantine. Il nous renseigne aussi brièvement sur la situation actuelle des Tsiganes de Grèce. Nous apprenons que ceux-ci sont au nombre d'environ 120 000 (dont 82 % sont chrétiens et 15 à 18 % musulmans) et que la majeure partie de cette population est installée dans la Grèce du Nord (surtout à Thessalonique, Larissa, Yanitsa, Naoussa, Florina et Serres, les communautés de Thrace étant d'une importance nettement moindre).

Zenginīs précise que, considérés comme « sans nationalité » (ανιθαγενεις), les Tsiganes n'étaient pas, jusqu'en 1955, admis dans l'armée. Après cette date et jusqu'en 1978, ils se sont vu attribuer progressivement la nationalité grecque, accédant ainsi aux mêmes droits et obligations que les autres Grecs.

Pour écrire le premier chapitre consacré à l'installation de Tsiganes en Thrace pendant la période byzantine (pp. 23-29), l'auteur a surtout puisé dans les hagiographies ainsi que dans des travaux ayant déjà défriché le terrain. Prenant appui sur ces sources, il note qu'en Thrace et dans la région de Constantinople on trouvait, à l'époque byzantine, des individus présentant les caractéristiques des Tsiganes d'aujourd'hui et auxquels les Byzantins donnaient les noms de *Atsigganoi*, *Tsigganoi*, Égyptiens, *Katsiveli*, etc. Des toponymes utilisés par les Pomaks de Thrace aujourd'hui confirment cette information : ceux-ci désignent par exemple la région située entre Oréo et Dimario, dans le département

de Xanthi, du nom d'Iguptinat (en grec Gyftokastro, toponyme dans lequel on retrouve le terme Gyftoi/Gitans).

Pour cerner la présence tsigane en Thrace pendant la période ottomane (pp. 31-45), Zenginîs a utilisé principalement des documents des Archives de la Présidence du Conseil à Istanbul (Başvekalet Arşivi) ainsi que quelques ouvrages ottomans (Koçi bey, Evliya Çelebi...). Dans ce deuxième chapitre, après avoir brièvement présenté l'institution de *Çingene beyi*, officier chargé de collecter les taxes (*cizye* et *ispence*) auprès des populations tsiganes de Roumélie, il soutient que ce fut la politique de répression suivie par les sultans ottomans qui a principalement incité les Tsiganes des Balkans à se convertir à l'islam.

Pour évaluer le nombre des Tsiganes installés en Thrace, il s'est appuyé sur des statistiques provenant des archives ottomanes. D'après un registre de 1530, il y avait en Roumélie, à cette époque, 383 communautés tsiganes, soit 14 497 *hane* (foyers) dont 10 294 étaient chrétiens et 4 203 seulement musulmans. Le recensement de 1831 fournit, pour la Roumélie, le nombre de 29 530 Tsiganes de sexe masculin, soit 2,16 % de la population masculine totale dans cette région. En 1897, on n'en comptait plus que 19 550, s'il faut en croire les documents officiels auxquels se réfère Zenginîs. Ce dernier a cependant oublié de noter que seuls les Tsiganes non-musulmans—relativement peu nombreux—ont été pris en compte dans le recensement de 1897 (Cf. à ce propos Kemal H. Karpat, *Ottoman Population, 1830-1914. Demographic and Social Characteristics*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1985, pp. 160-161).

Le troisième chapitre est consacré aux rapports entre la « minorité musulmane » de Thrace occidentale et les Tsiganes musulmans installés dans cette même région (pp. 47-51). Ici, Zenginîs nous procure des éléments statistiques sur les musulmans de Thrace. Aujourd'hui, le nombre de ceux-ci s'élève à environ 115 000 personnes, dont 55 000 sont d'origine turque, 36 000 sont des Pomaks et 24 000 des Tsiganes. L'auteur remarque aussi que ces derniers ont, pour une grande part, les coutumes et les caractéristiques de Kızılbaş-Bektachi. Il attire enfin l'attention sur les efforts déployés par les autorités turques afin de turquifier les Tsiganes de confession musulmane.

Dans un quatrième chapitre intitulé *Répartition géographique, croyances religieuses et coutumes des musulmans tsiganes de Thrace* (pp. 53-69), Zenginîs dresse un état des lieux pour chacun des trois départements de Thrace. S'agissant du département de Xanthi, où il évalue la population tsigane à environ 9 000 personnes, il s'est intéressé plus particulièrement à Drosero, faubourg de Xanthi (3 000 personnes), pour souligner leurs très mauvaises conditions de vie, le manque d'hygiène, l'absence d'écoles, etc. Dans l'enquête qu'il a menée sur le terrain, l'auteur a fait également une place aux activités professionnelles des habitants du faubourg. Ceux-ci travaillent, pour la plupart, comme ouvriers saisonniers, chanteurs et musiciens, marins, etc. Il note enfin que les Tsiganes musulmans de Drosero et de Xanthi sont presque tous des Kızılbaş-Bektachi.

Zenginîs ne s'est pas contenté d'étudier le seul cas de Drosero. On trouve aussi dans son livre une présentation détaillée de la situation à Hephaistos, petite agglomération de 2 311 habitants à la périphérie de Komotini. Le cas de Hephaistos est d'autant plus remarquable qu'on a affaire à la communauté tsigane la plus turquifiée de Thrace occidentale : les Tsiganes parlent tous le turc, même dans le cadre de la vie familiale. Ils entretiennent en outre une petite mosquée, signe, selon Zenginîs, de leur attachement à l'islam sunnite de Turquie.

Notons encore qu'on trouve, en fin de volume, 24 photographies prises par l'auteur durant ses pérégrinations à travers les quartiers tsiganes de Thrace. Maisons, lieux de culte,

groupes d'enfants, métiers, scènes de la vie quotidienne : ces documents iconographiques permettent surtout de prendre la mesure de l'état d'abandon dans lequel vivent ces citoyens de seconde zone de l'État grec.

Le petit ouvrage que Zenginîs a consacré aux Tsiganes de Thrace ne constitue pas une entreprise isolée. Il s'inscrit dans le sillage de cette multitude de travaux sur les musulmans de Grèce qui, depuis l'écroulement de l'URSS et la crise yougoslave, ont envahi les devantures des librairies grecques. Ces travaux se signalent généralement par une grande dose de partialité. Lorsqu'ils ne reproduisent pas à la lettre les thèses officielles grecques, la plupart d'entre eux vont dans le sens souhaité par les milieux politiques d'Athènes et s'efforcent, en particulier, de démontrer la « grécité » des populations musulmanes de Thrace. Depuis quelques années en effet, l'État grec a abandonné sa politique de marginalisation des groupes minoritaires, s'efforçant au contraire de les assimiler et de les doter d'une conscience nationale.

Bien que financé et édité par un organisme de recherche public, le livre de Zenginîs ne suit guère ce mouvement. Comme il l'avait fait dans son *Bektachisme*, l'auteur évite de prendre position. Certes, çà et là, il laisse percer un certain penchant pour les thèses officielles, mais, dans l'ensemble, il refuse de se faire le porte-parole de la propagande gouvernementale. Compte tenu du climat qui règne actuellement dans les Balkans, il s'agit là d'une performance qui mérite d'être saluée.

Au total, un ouvrage solide, en dépit de son parti-pris de concision. Comme dans son précédent travail, Efstratios Zenginîs a su conjuguer l'utilisation des documents écrits et le recours aux sources orales et iconographiques. Il ne fait cependant aucun doute que la partie la plus passionnante de son travail est celle où il nous livre les résultats de sa propre enquête sur le terrain. L'auteur, qui a beaucoup voyagé à travers la Thrace occidentale, s'impose comme un des meilleurs connaisseurs des communautés musulmanes installées dans cette région. Il faut espérer qu'il ne tardera pas à nous livrer les résultats de nouvelles recherches.

Meropi ANASTASSIADOU

Stefanos PESMAZOGLOU, *Ευρώπη—Τουρκία* (Europe-Turquie). 2 vols.

Livre 1<sup>er</sup> : *Αντανakλασεις και Διαθλασεις. Η στρατηγική των κειμένων* (Reflets et réfractions. La stratégie des textes), 429 p. Livre 2<sup>nd</sup> : *Ιδεολογία και Ρητορεία. Οι αντιληψεις των τουρκικών πολιτικών δυνάμεων για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα 1957-1993* (Idéologie et rhétorique. Les conceptions des milieux politiques turcs sur la Communauté européenne 1957-1993), 458 p., Athènes, Éditions Themelio—Fondation d'Études Méditerranéennes, 1993.

La presse grecque a réservé au travail de Stefanos Pesmazoglou un accueil dans l'ensemble positif. C'est ainsi que le *Kyriakatiki Avgi*, hebdomadaire de gauche, a salué l'ouvrage en précisant que celui-ci comblait une importante lacune dans la bibliographie grecque consacrée à la Turquie (13 février 1994). Sous le titre « Turquie, cette inconnue », Yannis Kartalis, un des collaborateurs du *Vima*, a pour sa part mis l'accent sur la

rigueur intellectuelle de l'auteur, celui-ci étant crédité d'avoir su traiter son thème en toute objectivité (17 avril 1994). Mais si les journaux grecs se sont tellement intéressés aux 887 pages que Pesmazoglou a consacrées aux rapports entre l'Europe et la Turquie, cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'un ouvrage de vulgarisation. Nous avons au contraire affaire à un véritable exercice universitaire. Dès l'introduction (p. 15), nous sommes prévenus : « l'auteur », y avoue Pesmazoglou, « ignore tout de la Turquie réelle. Il l'approche en tant que lecteur et non pas en tant que visiteur-chercheur ».

Le pari de Pesmazoglou a été de parler de la Turquie et de ses relations avec l'Europe en adoptant un regard neutre. Impossible, dira-t-on, pour un Grec ! Et pourtant le pari a bien été tenu, l'auteur a su faire taire ses préjugés, oubliant tout ce qu'il avait appris depuis son plus jeune âge, mettant au rencart les clichés et les phobies.

Son étude, menée avec un remarquable esprit de système, prend appui sur des matériaux d'une grande variété : manuels d'histoire, pamphlets, documents diplomatiques, etc. Dans le second volume, ce sont la presse européenne, les programmes gouvernementaux et les manifestes de partis politiques qui sont plus particulièrement mis à profit.

Procédant avec méthode, Pesmazoglou s'emploie tout d'abord à définir les termes. C'est ainsi qu'il consacre plus d'une vingtaine de pages (pp. 35-58) à l'analyse des critères géographiques et historiques susceptibles de nous éclairer sur la position de la Turquie par rapport à l'Europe. C'est ainsi, de même, qu'il expose par le menu (pp. 173-225) les diverses théories élaborées pour rendre compte du processus d'europanisation auquel la Turquie s'est trouvée confrontée. Dans la foulée, sont passés en revue les principaux mots-clés du vocabulaire politique turc : l'ottomanisme, le panislamisme, le panturquisme, le pantouranisme, le kémalisme, sans oublier les « six flèches » de l'idéologie républicaine dans l'entre-deux-guerres.

En cours de route, l'auteur propose aussi un survol critique de l'historiographie occidentale concernant la Turquie. De son chapitre intitulé *Historiographie turcologique : la légitimation rétroactive de l'europanisation*, il convient surtout de retenir les pages consacrées à un ouvrage qui a déjà fait l'objet de nombreuses controverses, celui de Stanford et Ezel Kural Shaw (*History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, 2 vols, 1976). Nous retrouvons ici, agrémentée d'un certain nombre de piques supplémentaires, une partie de l'argumentation développée ailleurs par S. Vryonis (dans un compte rendu de 126 pages in *Balkan Studies*, vol. 24, n° 1, 1983). Le lecteur est cependant surpris de constater que Pesmazoglou, tout en s'inscrivant sans réserve dans le camp des adversaires de Shaw, se sert largement de son travail pour établir la chronologie de sa propre étude (pp. 155-172) et le fait même figurer parmi ses *sources principales*.

Un des chapitres les plus intéressants du premier volume est celui qui porte sur la recherche scientifique consacrée à la Turquie (pp. 337-350). Intitulé *Les sciences sociales et la diplomatie des impressions*, celui-ci s'ouvre sur un constat : dans l'analyse des relations Europe-Turquie, la production intellectuelle occidentale d'aujourd'hui se nourrit du même sentiment de supériorité que celui qu'éprouvait l'Europe, au siècle dernier, à l'endroit de l'Empire ottoman. Au reste, les chercheurs occidentaux ne sont pas les seuls, remarque Pesmazoglou avec finesse, à se gargariser de leur suprématie en matière de méthodologie et de conceptualisation. En Turquie même, une bonne partie des élites s'est approprié le jargon et les modèles de la recherche européenne et américaine, adoptant sans trop réfléchir des perspectives et des formes de pensée imposées de l'extérieur. Pour illustrer son propos, l'auteur donne l'exemple d'un colloque organisé en novembre 1990 à Ebenhausen par la prestigieuse fondation allemande « Wissenschaft und Politik » et

portant sur les images et la pratique des échanges entre la Turquie et l'Europe. La plupart des participants à ce colloque étaient des intellectuels turcs connus pour leur habileté à se couler dans le moule de la pensée et de la méthodologie occidentales. Leur but affiché : démontrer que la Turquie a toujours été un des boulevards de l'Europe, entretenant avec elle des relations économiques et culturelles privilégiées, en dépit de sa spécificité religieuse. Leur objectif politique : œuvrer en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Dans ce même troisième chapitre, l'auteur ne résiste pas à la tentation de dénoncer les rapports que la communauté scientifique des turcologues occidentaux entretient avec la propagande officielle turque. Sont ainsi cloués au pilori trois organismes américains connus pour la franchise avec laquelle ils affichent leurs sympathies : le *Council of American-Turkish Associations*, l'*American Friends of Turkey* et l'*Institute of Turkish Studies Inc.*

Moins théorique et plus descriptif, le deuxième volume propose, pour l'essentiel, une analyse approfondie des points de vue des milieux politiques turcs sur la « question européenne ». Après un survol historique des rapports entre la CEE et la Turquie, depuis l'accord d'union (1963) jusqu'à la demande d'adhésion (1989), Pasmazoglou y présente la position des différents partis politiques turcs face à l'Europe et à une éventuelle incorporation de la Turquie à l'Union européenne, exposant aussi bien les thèses des partisans de l'intégration que celles du front du refus.

Naturellement, impossible de passer outre à l'inventaire des différentes embûches dressées sur le parcours du rapprochement euro-turc. Toute la fin de l'ouvrage y est consacrée : droits de l'homme, question arménienne, question kurde... Témoignant d'un certain idéalisme, et peut-être d'une dose de naïveté, Pasmazoglou place ces questions à l'origine du blocage qu'ont connu pendant longtemps les relations entre la Turquie et l'Union européenne. En *post-scriptum*, il évoque assez brièvement l'épineux problème des rapports gréco-turcs, mettant vivement en cause le *délire*—c'est bien le mot qu'il emploie—qui s'empare, en Grèce, de la littérature, de l'historiographie et des manuels scolaires, dès qu'il s'agit des Turcs et de la Turquie (p. 388). Au passage, il ne manque pas de s'interroger sur le rôle qu'ont joué le patriarcat de Constantinople et, d'une manière générale, les autorités religieuses orthodoxes dans la genèse de cette omniprésente turcophobie. Deux phrases, *in fine*, résument son point de vue sur l'attitude des Grecs à l'endroit de leur voisin tellement redouté : « Notre ignorance de la Turquie ne s'est pas faite toute seule. Nous nous en sommes chargés ».

Fruit de plusieurs années de recherches et de réflexion, le monumental ouvrage de S. Pasmazoglou est rédigé dans un style simple et vivant, chose assez rare dans les travaux académiques. La question qui se pose cependant est de savoir à quel public il s'adresse. Au cours de ces dernières années, la désagrégation de la Yougoslavie et la crise bosniaque aidant, la Grèce s'est plus que jamais abandonnée à la fièvre des passions nationalistes. Loin de prôner la sagesse, les intellectuels et les universitaires grecs se sont eux aussi mis de la partie, soutenant sans grande nuance les positions de la propagande gouvernementale et prenant un plaisir maladif à voir leur pays de plus en plus marginalisé sur la scène internationale. Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que Pasmazoglou, même si son livre a fait l'objet d'une critique dans l'ensemble élogieuse, sera, pendant longtemps encore, une de ces rares voix qui crient dans le désert, sans trop se soucier s'il y a, quelque part, des hommes de bonne volonté pour les entendre.

Helmut EBERHART et Karl KASER éds, *Albanien. Stammesleben zwischen Tradition und Moderne*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 1995, 200 p.

Cet ouvrage n'intéressera les lecteurs de *Turcica* que dans la mesure où il y est question d'une population qui a fait partie, durant près de cinq siècles, de l'Empire ottoman. Les clans albanais catholiques de la région de Dukagjin (dans les hautes montagnes d'Albanie du Nord) y sont cependant étudiés surtout dans les périodes les plus récentes. L'équipe de H. Eberhart et de K. Kaser—constituée d'historiens et d'ethnologues de l'Université de Graz, ainsi que d'une balkanologue berlinoise—s'était en effet donné pour but, lors d'une expédition effectuée sur le terrain en juillet 1993, d'observer les transformations subies par cette société patriarcale au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et notamment pendant la période communiste (1944-1991). À l'époque ottomane, les clans en question jouissaient d'une autonomie au sein de l'Empire, car les autorités n'avaient jamais pu se maintenir dans ces régions très difficiles d'accès. Ils devaient uniquement s'acquitter du paiement d'un tribut et fournir des hommes en temps de guerre. Leur intégration dans l'Albanie indépendante provoqua révoltes et résistance et n'apporta que peu de changement dans leur vie, toujours réglée selon le droit coutumier (*kanun*). Il était donc légitime de s'interroger sur les conséquences des quatre décennies du régime hoxhiste, durant lesquelles le pouvoir avait cherché à contrôler tous les domaines de la société albanaise.

Après deux contributions introductives—un bref historique et une réflexion sur le travail de terrain—, chacun des textes qui suivent traite un aspect particulier de la situation de la population étudiée : la place des femmes ; le droit coutumier ; les traditions ; les problèmes économiques et leurs conséquences ; le système symbolique « ami, ennemi, honneur » ; la structure patriarcale ; la religion catholique ; la situation sanitaire ; et, enfin, la tradition orale.

On pourrait résumer succinctement les conclusions de cette très intéressante enquête de la façon suivante. Cette société patriarcale dont la vie était réglée par le *kanun* (droit coutumier), où tout étranger était potentiellement un ennemi, où la femme était avant tout un « outil de reproduction et une force de travail », où les foyers étaient formés de familles élargies, où la religion catholique s'était superposée au culte des ancêtres—cette superposition se manifestant en particulier lors de la fête du saint-patron de la famille (*feshita*)—et dont l'activité principale était l'élevage transhumant, cette société patriarcale a subi des transformations certaines durant la période communiste, mais garde encore quelques-unes de ses particularités. De façon imagée, on pourrait dire qu'il s'est produit au cours du dernier demi-siècle—mais surtout à partir des années 70, avec la collectivisation et la « révolution culturelle »—une érosion du système de valeurs, de l'organisation économique et sociale de cette société clanique. Cette érosion étant plus marquée chez les jeunes, il s'ensuit aujourd'hui une confrontation entre plusieurs systèmes de valeurs ainsi qu'un conflit de générations.

En ce qui concerne les rappels historiques se trouvant ici et là dans le volume, il y a lieu de souligner deux très légères tendances. D'une part, la tendance à reprendre parfois un peu trop vite les clichés de l'historiographie albanaise, comme à la p. 21, où il est écrit que la Ligue de Prizren (1878) luttait pour l'indépendance nationale de l'Albanie (il s'agissait avant tout de lutter pour que les territoires ottomans peuplés en totalité ou en partie d'Albanais ne soient pas cédés aux pays voisins), ou encore à la p. 166, où H. Eberhart

affirme que le slogan du nationaliste albanais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Vaso Pasha, « la religion des Albanais est l'Albanisme », est toujours vrai aujourd'hui (comment alors expliquer que les habitants de Dukagjin disent eux-mêmes que leur région est restée « *ethniquement* purement catholique » [sic !] ?). D'autre part, on relève la tendance à adopter une vision un peu trop « catholique » des choses. Ainsi, si certains clans des montagnes nord-albanaïses passèrent à l'islam au cours de l'époque ottomane, ce n'est pas obligatoirement parce que les autorités ottomanes voulaient briser leur opposition potentielle, comme il est écrit p. 13 dans l'introduction. On retrouve aussi l'idée assez répandue, bien qu'à nuancer, que les catholiques et leur église ont joué un grand rôle dans la vie culturelle et sociale albanaïse, et qu'ils ont souffert beaucoup plus de la répression communiste que leurs compatriotes orthodoxes et musulmans.

Avec ce livre, les auteurs ont voulu toucher un public plus large que celui des spécialistes ; d'où une magnifique iconographie et quelques passages « au goût d'aventure ». Ceci n'enlève rien à sa valeur, au contraire, surtout en ce qui concerne les illustrations qui nous permettent de pénétrer davantage dans ce monde si peu connu. On regrettera cependant l'absence d'une carte qui aurait situé la région, les territoires de chacun des clans et les localités citées.

Pour finir, il faut insister sur le fait que l'on ne doit pas croire bien entendu que l'ensemble de la société albanaïse a fonctionné, et fonctionne encore, selon le même mode que la population de Dukagjin, ce que le titre « Albanien » (L'Albanie) peut sous-entendre (un titre plus précis eût été préférable). Dans l'introduction, les auteurs écrivent d'ailleurs eux-mêmes que, dans le nord du pays, les gens de la montagne et ceux de la plaine restent encore étrangers les uns aux autres. En outre, on peut émettre un souhait, à savoir qu'à l'avenir soient étudiés de la même façon d'autres clans catholiques, ceux de Mirditie (région située un peu plus au sud), et surtout, dans un souci de comparatisme, les clans professant la religion musulmane.

Nathalie CLAYER

Les éditions Reinhold Schletzer, de Berlin, nous prient de signaler l'édition en traduction allemande par leurs soins, en 1995, sous le titre *Das Schamanentum bei den Völkern Mittelasiens und Kasachstans*, de l'ouvrage de V.N. BASILOV, *Šamanstvo u narodo srednej Azii i Kazachstana* (Moscou, Nauka, 1992), dont Mme Irène Mélikoff a rendu compte dans *Turcica* XXVII (1995), pp. 269-277.